

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4376 Jeudi 23 Avril 2026 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

**Le président
Tebboune nomme un
nouveau Médiateur
de la République**

P.02

**Algériens déportés en Nouvelle
Calédonie :**

**Le dossier relancé, le MAE annonce
des mesures spéciales**



P.02

Pas de tirage au sort ni de piston

**Le QR code s'invite
dans la distribution des
moutons importés**

P.05



Algérie - Espagne :



**Énergie, commerce et
stabilité : les relations
économiques au cœur des
priorités de Madrid**

P.03

Hadj 2026 :



**Air Algérie dévoile son
programme et fixe le
premier départ au 29 avril**

P.04

APC Annaba :



**Examen de plusieurs
dossiers liés à la gestion
locale et au développement
communal**

P.06

Annaba :

**Le wali consacre une
sortie au suivi du
lancement des travaux
de plusieurs projets de
développement**



P.06

Le président Tebboune nomme un nouveau Médiateur de la République



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a officiellement signé un décret présidentiel portant sur la nomination de Mohamed Hattab au poste de Médiateur de la République. Cette décision a été rendue publique dans le dernier numéro du Journal officiel (N° 26-161) le 16 avril 2026. Ce décret stipule, dans un premier temps, la fin de mission de Madjid Ammour, qui occupait jusqu' alors cette fonction stratégique. Mohamed Hattab effectue son retour sur la scène politique. Dans le même sillage, le chef de l'État

a désigné Mohamed Hattab pour lui succéder selon le décret présidentiel N° 26-162 paru dans le dernier numéro du Journal officiel le 16 avril 2026, lui confiant la responsabilité de piloter cette institution clé, véritable pont entre l'administration et les citoyens. Ainsi, Mohamed Hattab effectue son retour sur la scène politique. Né le 29 octobre 1964 à Bordj-Menaïel et issu de l'école nationale de l'administration, le concerné avait déjà occupé le poste de ministre de la Jeunesse et Sports (actuellement ministère des Sports, ndr) entre 2018 et 2019. Il était également wali

de Béjaïa (15 décembre 2016-4 avril 2018) et de Sidi Bel-Abbès entre 2013 et 2015. Emploie de la main d'oeuvre étrangère en Algérie : Ce qui a été décidé lors de la réunion du gouvernement Dans un autre sillage, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à la sécurité sociale et à l'emploi, indique un communiqué des Services du Premier ministre. Le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités de la prise en charge par l'État du

versement des charges financières résultant de l'augmentation du taux de remboursement des prestations en nature de la sécurité sociale au profit de certaines catégories d'assurés sociaux. Ce texte intervient dans le but de régler la couverture par l'État du différentiel des frais de remboursement des prestations en nature d'assurance maladie au profit de certaines catégories d'assurés sociaux. Le gouvernement a également entendu une communication sur l'emploi de la main d'oeuvre étrangère en Algérie. Cet exposé a mis en exergue l'arsenal

juridique national régissant cet aspect conformément, notamment, à la convention 97 de 1949 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux travailleurs migrants, consacrant le principe d'égalité de traitement entre travailleurs nationaux et étrangers. Enfin, cet exposé a mis en exergue la nécessité de développer davantage des compétences nationales pour accompagner les grands projets d'investissement structurants et la transformation économique nationale.

ALGÉRIENS DÉPORTÉS EN NOUVELLE-CALÉDONIE : Le dossier relancé, le MAE annonce des mesures spéciales

Le dossier des Algériens déportés en Nouvelle-Calédonie par la France coloniale revient à nouveau sur la scène. Envoyés par force à l'autre bout du monde, ces exilés ont laissé une descendance qui revendique aujourd'hui le renforcement de ses liens avec sa terre d'origine. Sous l'impulsion d'un reportage réalisé par l'influenceur algérien Mehdi Chettah, lors de son voyage en Nouvelle-Calédonie, et des initiatives parlementaires récentes, la question de leur reconnaissance et de leur lien avec la patrie algérienne revient sur la table. D'ailleurs, le député de la diaspora, Abdelouahab Yagoubi, a adressé au ministère des Affaires étrangères une question écrite en mars dernier. Abdelouahab Yagoubi soulève la question des Algériens exilés en Nouvelle-Calédonie. Le député de l'immigration a

exposé dans sa question l'ampleur de ce crime colonial : plus de 2 000 Algériens ont été envoyés de force vers la Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, plus de 15 000 de leurs descendants y vivent encore. Dans question portant le slogan « Ce ne sont pas des migrants... ce sont des exilés », Yagoubi a déploré l'absence de représentation consulaire de proximité, soulignant le parcours du combattant que traversent ces ressortissants qui dépendent de Paris située à 16 700 kilomètres. Par ailleurs, l'élu a plaidé pour la reconnaissance de leur identité algérienne, tout en demandant au ministère de préciser le calendrier de la prise en charge de ce dossier. Il a également insisté sur la nécessité d'un plan concret pour pallier le manque de présence consulaire en Nouvelle-Calédonie. Le MAE répond En réponse au député, le ministère

des Affaires étrangères a affirmé que le dossier des descendants d'Algériens déportés par l'occupation française en Nouvelle-Calédonie et d'autres régions du monde occupe une place particulière pour les autorités algériennes. En effet, le ministère a détaillé la stratégie gouvernementale sur trois plans, à savoir : humain, historique et institutionnel. Concrètement cela se traduit par l'intégration des descendants aux commémorations nationales et leur invitation à des rendez-vous d'envergure, à l'image de la Foire intra-africaine commerciale organisée en septembre 2025. Concernant l'accès aux services consulaires pour la communauté résidant en Nouvelle-Calédonie, Ahmed Attaf a annoncé que des facilités ont été mises en place. Désormais, ils pourront bénéficier des services consulaires auprès de l'ambassade d'Algérie en



Australie, afin de leur éviter le long voyage vers le consulat à Paris où ils étaient initialement rattachés. En Nouvelle-Calédonie, l'exil forcé des Algériens A la fin du XIXe siècle, alors que l'Algérie se soulevait pour sa liberté, des révoltes éclatent, notamment celle de Mokrani en 1871-1872, conduite par des chefs kabyles contre l'occupation française. Après la capture et les procès, plus de 2000 hommes sont condamnés à la déportation vers la péninsule lointaine de Nouvelle-Calédonie, souvent inscrits sous un simple numéro, envoyés au bagne

pour expier leur insurrection et leur désordre perçu. Parmi ces exilés, des hommes comme Cheikh Boumerdassi ont enduré un voyage épuisant de 129 jours à bord de La Loire pour atteindre Nouméa en 1874. D'autres, comme Abdallah ben Achour, ont subi le même sort quelques années plus tard : condamné aux travaux forcés, il fut envoyé en 1890 sur Le Calédonien pour être affecté aux chantiers du bagne. Dès l'embarquement, le calvaire commençait : enchaînés et entassés dans des navires durant des mois, de nombreux déportés n'ont jamais survécu à la traversée. Une fois en Nouvelle-Calédonie, ces hommes étaient condamnés aux travaux forcés pour bâtir les routes et les infrastructures de la colonie. Dans des conditions proches de l'esclavage, ils sont devenus la main-d'oeuvre sacrifiée du développement de l'archipel.

VISA SCHENGEN POUR LA BELGIQUE : Services consulaires saturés en Algérie, délais fortement rallongés

Vous prévoyez de passer vos vacances d'été en Belgique ? Il va falloir revoir vos plans ou vous armer d'une patience à toute épreuve. Face à un afflux sans précédent, l'ambassade de Belgique en Algérie vient d'annoncer la saturation totale de ses services consulaires. Conséquence directe : même avec un rendez-vous en poche, les délais de traitement explosent, rendant tout projet de voyage estival presque irréaliste pour les retardataires. En effet, l'ambassade de Belgique en Algérie alerte sur l'engorgement de ses services consulaires dans un communiqué diffusé ce mardi 21 avril. Même pour ceux qui ont réussi à obtenir un créneau,

le traitement des dossiers de visa Schengen subira des retards significatifs. Compte tenu de la saturation des services consulaires belges en Algérie, le traitement des demandes de visa Schengen pour les usagers ayant obtenu un créneau connaîtra des délais supérieurs à la normale. L'ambassade de la Belgique annonce atteindre sa capacité maximale de traitement des dossiers de visa Dans une démarche qu'elle qualifie de « souci de transparence », l'ambassade a déclaré avoir atteint le plafond de ses capacités de traitement des visas. Cette situation constitue un précédent inédit pour une représentation de

l'espace Schengen en Algérie. Si l'institution ne ferme pas ses portes aux nouvelles procédures, elle indique toutefois que les dossiers déjà en cours de traitement passeront avant les autres. Il faut en déduire qu'un projet de séjour estival en Belgique est désormais irréaliste pour quiconque n'a pas encore entamé ses démarches. Par ailleurs, il est précisé que la disponibilité des rendez-vous pour les motifs touristiques est particulièrement restreinte, les demandeurs de visa Schengen C étant les premiers touchés par cette pénurie de créneaux : « Pour toutes les catégories de visas, des créneaux de rendez-vous sont encore disponibles. Le délai d'attente pour un rendez-



vous est plus long (de 1 à 2 mois). Pour le tourisme en particulier, la disponibilité demeure très limitée », explique l'ambassade. Vers le renforcement des capacités consulaires de la Belgique en Algérie L'ambassade prévoit une montée en puissance de ses capacités de traitement des dossiers de visa à court terme. Selon ses prévisions, ce dispositif ne devrait toutefois atteindre son efficacité maximale qu'au début de l'automne prochain. L'objectif de l'ambassade est de

revenir à une situation normale, afin de garantir aux demandeurs des temps d'attente conformes aux standards réglementaires. Il faut néanmoins tenir compte d'un temps supplémentaire : aux délais habituels s'ajoutera la période de traitement spécifique à l'Office des étrangers, si ce dernier doit être consulté pour avis. Pour rappel, la Belgique et l'Algérie ont récemment conclu deux accords migratoires sans précédent. Le premier simplifie les procédures d'expulsion des ressortissants algériens en situation irrégulière, alors que le second instaure une dispense de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général : Bicha salim
Directeur de la publication : Nouredine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

L'Espagne accélère le retour de ses entreprises sur le marché algérien après la détente diplomatique



Alger-Madrid – les entreprises espagnoles appelées à reconquérir un terrain économique.

Alors que Paris s'enlise dans une crise diplomatique sans fin avec Alger, Madrid avance ses pions avec agilité. L'Espagne, avec laquelle l'Algérie a tourné la page des récentes crispations, orchestre aujourd'hui un retour en force spectaculaire de ses entreprises sur le marché algérien.

Une aubaine économique que la ministre espagnole du Commerce n'hésite pas à qualifier d'« opportunité stratégique ». Comment Madrid compte-t-elle tirer profit de ce réchauffement et sécuriser ses

approvisionnements ?

Relations économiques algéro-espagnoles relancées après le tournant diplomatique

Les relations économiques algéro-espagnoles connaissent un regain d'intérêt notable après le réchauffement diplomatique entre Alger et Madrid. Cette dynamique fait suite à la période de tension déclenchée en 2022, lorsque l'Espagne, sous la direction de Pedro Sánchez, a modifié sa position sur la question sahraouie. Provoquant une réaction immédiate d'Alger, dont le rappel de l'ambassadeur et la suspension du traité d'amitié et de bon voisinage signé en 2002.

Selon les éléments rapportés, cette phase de normalisation a permis la reprise progressive des contacts institutionnels et économiques. Ouvrant la voie à une relance des échanges commerciaux.

Parmi les signaux récents :

- Reprise des contacts diplomatiques de haut niveau ;

- Réactivation du cadre de coopération bilatérale ;

- Retour progressif des opérateurs économiques espagnols ;

- Réouverture des discussions sur les investissements et les échanges commerciaux.

AmparoLópez met en avant une « opportunité » pour les entreprises espagnoles en Algérie

La ministre d'État espagnole du Commerce, AmparoLópez, a encouragé les entreprises de son pays à renforcer leur présence en Algérie. Lors d'un événement organisé à Valence par la chambre de commerce locale, elle a estimé que les entreprises espagnoles doivent tirer profit d'un « contexte très favorable », à la suite de la normalisation des relations diplomatiques.

Elle a également indiqué que l'objectif de cette relance repose sur la diversification des exportations et la sécurisation des approvisionnements énergétiques dans un contexte international

marqué par des incertitudes.

La responsable espagnole a décrit l'Algérie comme un partenaire stratégique et un fournisseur important. En lien avec les enjeux de sécurité énergétique évoqués dans un environnement international tendu.

Elle a par ailleurs souligné les évolutions positives récentes dans les relations économiques algéro-espagnoles. Notamment après la visite du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, en Algérie. Qui a permis, selon les informations rapportées, d'apaiser plusieurs différends et de réactiver le cadre bilatéral.

AmparoLópez a également exprimé son intention d'effectuer une visite officielle en Algérie dans les prochains mois.

Énergie, commerce et stabilité : les relations économiques algéro-espagnoles au cœur des priorités de Madrid

Dans son intervention, la ministre espagnole a insisté sur la

dimension énergétique des relations économiques algéro-espagnoles, particulièrement dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des incertitudes sur les marchés de l'énergie.

Elle a également évoqué la place de l'Algérie comme fournisseur clé dans un environnement économique mondial instable. En lien avec les risques évoqués sur les chaînes d'approvisionnement internationales.

À titre d'exemple, la région de Valence occupe une place importante dans les exportations vers l'Algérie. Avec des ventes dépassant 400 millions d'euros en 2025, selon les données évoquées lors du forum économique.

En résumé, les relations économiques algéro-espagnoles semblent entrer dans une phase de consolidation progressive. Portée par la volonté affichée de Madrid de rétablir et renforcer ses échanges avec Alger

BOURSES FULBRIGHT 2027:

Une opportunité en or pour les étudiants algériens

Fulbright 2027 : Les étudiants algériens ont jusqu'au 4 juin 2026 pour postuler aux bourses d'études aux USA.

Le rêve d'étudier aux États-Unis est à portée de main pour les jeunes diplômés algériens. L'ambassade américaine à Alger vient de lancer les candidatures pour le très convoité programme Fulbright 2027. Cette bourse d'excellence, qui ouvre les portes des meilleures universités américaines, représente une opportunité en or de booster sa carrière. Mais attention, la sélection est particulièrement rude. Voici les conditions strictes à remplir pour espérer décrocher ce précieux sésame avant la date limite.

Via un communiqué publié lundi 20 avril 2026 sur ses réseaux sociaux, l'ambassade des États-Unis à



Alger a ouvert les candidatures pour le programme Fulbright. Cette opportunité, qui couvre des séjours d'un an ou plus, s'adresse spécifiquement aux chercheurs, jeunes professionnels et étudiants de troisième cycle algériens souhaitant intégrer une université américaine.

En intégrant le programme Fulbright, les lauréats rejoignent un prestigieux réseau mondial d'alumni. Cette

initiative, exclusivement réservée aux ressortissants algériens, a pour mission de consolider les liens et les échanges académiques entre l'Algérie et les États-Unis.

Qui est éligible aux nouvelles bourses Fulbright ?

Pour être éligible, les postulants doivent impérativement détenir un diplôme de licence et justifier d'un parcours académique d'excellence. En complément, une expérience professionnelle minimale de deux années est requise par les services de l'ambassade.

En d'autres termes, les candidats doivent satisfaire aux critères suivants :

- Diplôme : Être titulaire au minimum d'une licence.

- Niveau : Présenter un dossier académique solide.

- Expérience : Attester d'au moins deux ans d'activité professionnelle.

La participation au programme Fulbright 2027 est conditionnée par une excellente maîtrise de la langue anglaise. Par ailleurs, les postulants doivent remplir les critères d'obtention du visa J-1, un titre de séjour spécifiquement dédié aux échanges éducatifs et culturels aux États-Unis.

Comment postuler aux bourses Fulbright 2027 ?

Les candidatures s'effectuent uniquement de manière dématérialisée via le portail dédié : <https://apply.iie.org/ffsp2027>. Soyez vigilants : l'ambassade ne prendra pas en considération les dossiers incomplets.

La date limite de soumission est impérativement fixée au jeudi 4

juin 2026. Aucun dossier transmis au-delà de cette échéance ne sera traité. En outre, la sincérité des informations communiquées est un critère éliminatoire : toute déclaration inexacte entraînera l'exclusion immédiate du candidat du processus de sélection.

L'obtention d'un visa J-1 est une étape indispensable pour les lauréats du programme Fulbright avant leur envol vers les États-Unis. Ce titre de séjour est octroyé par les services consulaires après un examen rigoureux du dossier et de l'éligibilité du postulant. Une fois le visa obtenu, les boursiers rejoindront leurs établissements d'accueil, lesquels sont implantés à travers l'ensemble des États américains.

EMPLOI, SOUS-TRAITANCE, EXPORT :

Les véritables enjeux de l'usine Fiat en Algérie

L'usine Fiat de Tafraoui ne veut plus se contenter d'assembler des véhicules, elle veut les fabriquer avec des pièces algériennes. Avec un objectif ambitieux de 30 % d'intégration locale d'ici la fin 2026, le constructeur italien déploie une stratégie massive pour créer un véritable écosystème industriel autour d'Oran. Entre création d'emplois, audits rigoureux et ouverture vers l'export, voici comment Fiat compte transformer le paysage de la sous-traitance automobile en Algérie.

L'usine Fiat de Tafraoui affiche une ambition claire : renforcer son ancrage industriel en Algérie, avec la volonté d'atteindre 30 % d'intégration locale à l'horizon 2026. Selon les indications présentées par AhceneBoussag, responsable de la sous-traitance chez Fiat El Djazair, l'usine s'appuie sur une stratégie progressive pour développer un



réseau de fournisseurs locaux capables de répondre aux standards du groupe.

Aujourd'hui, l'écosystème compte 26 fournisseurs. Treize (13) assurent l'approvisionnement direct de l'usine en pièces et composants, tandis que les treize autres couvrent les besoins de l'après-vente. Une base qui reste en phase de consolidation pour accompagner la montée en cadence industrielle.

Processus d'intégration et de croissance des fournisseurs

Dans le détail, AhceneBoussag a

décrit un dispositif d'intégration particulièrement encadré, qui s'étale entre 12 et 18 mois selon la technologie des composants et la complexité du processus de fabrication.

La première étape concerne la prospection. Les équipes identifient les industriels potentiels, vont à leur rencontre et réalisent un audit préliminaire afin d'évaluer leur capacité à répondre aux exigences du constructeur.

Pour ce qui est de la deuxième phase, il s'agit de la présélection. Une

consultation de six semaines permet aux fournisseurs de soumettre une offre complète, incluant un planning et une stratégie industrielle claire.

Enfin, la phase de concrétisation. Un appel d'offres, qui s'étend de 16 à 26 semaines, permet de retenir les acteurs les plus compétitifs sur le plan technico-économique.

Stratégies d'accompagnement et de développement

Au-delà de la sélection, Fiat adopte une logique d'accompagnement, comme l'a souligné AhceneBoussag durant sa présentation. Les fournisseurs bénéficient d'un appui sur plusieurs volets clés : ingénierie, qualité, logistique, homologation des pièces, recrutement et formation.

Cette approche vise à sécuriser la chaîne d'approvisionnement tout en accélérant la montée en compétence des industriels locaux.

Certification internationale et exportation

Une fois sélectionné, chaque fournisseur dispose d'un délai allant de 12 à 18 mois pour industrialiser son projet et produire selon les standards du groupe.

D'après les précisions apportées par AhceneBoussag, cette étape passe obligatoirement par des certifications délivrées par des organismes internationaux, ainsi que par l'engagement dans la démarche IATF, référence mondiale dans l'industrie automobile.

Au-delà des exigences de Fiat, cette certification constitue un véritable passeport pour l'export, ouvrant aux industriels algériens l'accès à d'autres marchés internationaux.

À travers cette stratégie, Fiat ne se limite pas à assembler des véhicules. Le constructeur pose les bases d'un écosystème industriel local, capable à terme de gagner en autonomie et en compétitivité.

L'OMS SALUE UN SUCCÈS « HISTORIQUE » : L'Algérie officialise l'élimination de du trachome

Les efforts constants et les investissements stratégiques consentis ces dernières années par l'État commencent enfin à porter leurs fruits de manière éclatante sur la scène internationale. Cette dynamique de progrès vient de franchir un nouveau cap symbolique, illustrant la capacité du système de santé national à relever des défis de longue date. En effet, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a officiellement confirmé, ce 17 avril 2026, l'élimination du trachome en tant que problème de santé publique en Algérie. Le pays rejoint ainsi le cercle restreint des nations ayant éradiqué cette cause majeure de cécité.

L'annonce a été rendue publique ce mardi par le ministère de la Santé. Il s'agit de la quatrième maladie transmissible dont l'Algérie parvient à se débarrasser, confirmant l'efficacité de ses politiques de prévention. Élimination du trachome en Algérie : l'OMS officialise ce succès historique. Dans un message officiel adressé au Pr. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, a tenu à saluer la portée de cet accomplissement : « Je félicite chaleureusement le Gouvernement algérien pour ce succès historique ».

« L'élimination d'une maladie

comme le trachome est un grand succès pour la santé publique, qui a nécessité des efforts et un dévouement au long cours », a-t-il déclaré.

Le trachome, causé par la bactérie *Chlamydia trachomatis*, est la principale cause infectieuse de cécité dans le monde. Pour l'Algérie, cette certification internationale prouve que les standards les plus exigeants en matière de soins et de conditions de vie ont été atteints.

Santé publique : comment l'Algérie a réussi à éradiquer le trachome ?

Le Pr. Mohamed Seddik Aït Messaoudene a tenu à féliciter les experts du comité national de lutte contre le trachome ainsi que

l'ensemble des professionnels de santé mobilisés sur tout le territoire. Cette victoire est le résultat d'une coordination multisectorielle et d'un engagement durable de l'État.

En rejoignant ce groupe limité de pays leaders, l'Algérie réaffirme sa position sur la scène sanitaire internationale et s'engage à maintenir ces acquis pour protéger les générations futures contre les maladies évitables.

Trachome dans le monde : progrès et défis pour éliminer la principale cause de cécité

Bien que l'Algérie célèbre cette victoire, le trachome demeure, à l'échelle mondiale, la principale cause de cécité d'origine infectieuse. Son éradication



Élimination du trachome
L'ALGÉRIE OFFICIELLEMENT SUR LA
LISTE DES PAYS EXEMPTS

nécessite une coordination

multisectorielle rigoureuse,

incluant l'accès à l'eau potable

et l'amélioration des conditions

d'hygiène.

Cette reconnaissance

internationale vient couronner

l'engagement stratégique de

l'Algérie en faveur de la santé

de ses citoyens et marque une

avancée majeure vers les objectifs

de développement durable à

l'horizon 2030.

« FAUX CONCOURS » :

Le ministère de la Santé met en garde

À l'heure où les réseaux sociaux sont inondés de publications imitant à la perfection les logos et la charte graphique des institutions, la vigilance est plus que jamais de mise. Ce mercredi, le ministère de la Santé a dû sortir du silence pour démentir formellement une annonce de concours d'aides-soignants qui, malgré son apparence officielle, est une pure fabrication.

C'est une mise au point nécessaire que vient de publier la tutelle ce 22 avril. Alors qu'une affiche de recrutement pour le grade d'aide-soignant devenait virale, le ministère dénonce une manœuvre de désinformation visant les candidats à la formation paramédicale.

Dans son communiqué, le ministère a précisé que « cet avis de concours est totalement fabriqué et n'émane en aucun

cas de ses services officiels ». Face à la recrudescence de ces fausses informations (fake news), les autorités sanitaires appellent les citoyens, et particulièrement les candidats potentiels, à la plus grande prudence. Le ministère exhorte le public à :

□ Ne pas se laisser abuser par des annonces non vérifiées.

Se référer exclusivement aux canaux de communication officiels du ministère.

□ Consulter régulièrement le site web ou les pages certifiées de l'institution pour obtenir des informations fiables.

Pour rappel, les dates de concours et les modalités d'inscription aux formations paramédicales font l'objet d'un affichage réglementaire strict via les directions de la santé de wilaya et les plateformes

gouvernementales dédiées.

Réforme hospitalière : Aït Messoudan mise sur la numérisation

Récemment, lors d'une visite de travail dans la wilaya de Guelma, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messoudan, a réaffirmé que la numérisation est désormais la « colonne vertébrale » de la réforme hospitalière.

Pour le ministre, l'objectif est d'en finir avec les lenteurs bureaucratiques. Il a plaidé pour une généralisation des systèmes numériques afin de fluidifier le suivi des patients et d'assurer un échange instantané des données entre les établissements. « C'est le levier indispensable pour élever la qualité des soins au niveau des attentes des citoyens », a-t-il souligné.

Accompagné du wali Samir Chibani, le ministre a marqué ce

déplacement par des avancées concrètes pour la région :

□ Lutte contre le cancer et l'insuffisance rénale :

Inauguration à Boucheouf d'un centre de dialyse et d'une unité d'oncologie (baptisés au nom du moudjahid Jahel Abdallah). Un soulagement majeur pour les patients locaux qui n'auront plus à subir de longs déplacements épuisants.

□ Renforcement du diagnostic : Mise en service d'un nouveau scanner à l'EPH « Chahid Brahmia Messaoud ». Le ministre a insisté sur l'importance de cet outil pour la précision du diagnostic, particulièrement dans les situations d'urgence.

□ Souveraineté des soins : Lors de l'inspection du laboratoire de ce même hôpital, Aït Messoudan a été ferme : tous les services de biologie doivent être garantis au patient à l'intérieur même de



l'établissement.

Au-delà des machines, le ministre a pris le temps d'écouter les professionnels de santé. Face aux doléances des médecins et paramédicaux sur leurs conditions de travail, il a promis de renforcer les capacités humaines et de créer un environnement plus motivant.

Enfin, concernant les patients rénaux, le ministre a rappelé que la greffe reste la solution ultime. Il a annoncé à cet effet la création d'un réseau national intégré pour la transplantation d'organes, visant à coordonner les efforts entre les hôpitaux pour offrir une nouvelle chance de vie à des milliers d'Algériens.

CONSTANTINE :

Deux arrestations pour diffusion de contenus immoraux sur TikTok

La brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra d'Ali Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, a procédé à l'arrestation de deux individus impliqués dans deux affaires distinctes liées à la diffusion de contenus jugés contraires aux bonnes mœurs sur les réseaux sociaux. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services de sécurité pour lutter contre les différentes formes de criminalité, notamment la cybercriminalité. Selon les éléments de l'enquête, la première affaire a été déclenchée après que la cellule

de lutte contre les crimes cybernétiques a repéré un compte appartenant à une jeune femme qui publiait, via l'application TikTok, des vidéos qualifiées d'indécentes et destinées au grand public. Après coordination avec le parquet local près le tribunal d'El Khroub, les services de police ont mené des investigations techniques ayant permis d'identifier la suspecte et de procéder à son interpellation au niveau de la nouvelle ville Ali Mendjeli.

Dans la seconde affaire, les policiers ont arrêté un individu ayant utilisé son compte sur la même plateforme pour diffuser

des contenus portant atteinte à la morale publique. Il s'agit notamment de vidéos incitant à la dépravation, ainsi qu'un autre enregistrement comportant des propos offensants envers le sacré. Après accomplissement des procédures légales et en coordination avec le parquet compétent, le suspect a été identifié, arrêté et conduit au siège de la sûreté de daïra pour les besoins de l'enquête.

À l'issue des investigations, deux dossiers judiciaires distincts ont été constitués à l'encontre des mis en cause, qui ont été présentés devant le parquet près le tribunal d'El Khroub.

Drame à Khenchela : deux frères noyés dans un bassin d'eau

La région de Taïba, relevant de la commune de Taouzianet dans la wilaya de Khenchela, a été secouée par un drame tragique marqué par la mort de deux frères par noyade dans un bassin d'eau. En revanche, leur troisième frère se trouve dans un état critique.

Les trois enfants, dont deux jumeaux âgés de 10 et 13 ans, s'étaient rendus dans un plan d'eau situé au lieu-dit Taïba, dans une zone rurale au nord de Taouzianet, pour s'y baigner. Ils ont malheureusement tous été emportés par les eaux. L'intervention des éléments

de la brigade de plongée de la Protection civile a permis de repêcher les corps sans vie des deux frères jumeaux, tandis que le troisième a été évacué en urgence vers la polyclinique de Taouzianet.

Ce drame survient au lendemain d'un autre incident similaire ayant coûté la vie à un enfant de 12 ans dans un bassin d'eau dans la commune de Baghai. Une situation qui relance les interrogations sur les mesures de sécurisation et de surveillance de ces plans d'eau, souvent à l'origine de tragédies à l'approche de la saison estivale.

PAS DE TIRAGE AU SORT NI DE PISTON:

Le QR code s'invite dans la distribution des moutons importés

Le QR code s'invite dans la distribution des moutons de l'Aïd el-adha 2026

Selon l'APOCE, un dispositif de traçabilité numérique basé sur un QR code fixé à l'oreille des moutons importés permettra de suivre chaque animal de la quarantaine jusqu'au point de vente.

L'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur (APOCE) a rendu publique cette information technique qui concerne directement les futurs acquéreurs de moutons pour l'Aïd el-Adha 2026. D'après des données transmises par des spécialistes du secteur, les autorités ont adopté ce mécanisme numérique inédit de suivi des ovins importés.

Ce système repose sur l'installation d'une bague d'identification intégrant un code QR à l'oreille de chaque animal. L'opération

intervient pendant la période de mise en quarantaine sanitaire des bêtes, immédiatement après leur arrivée sur le territoire.

Suivi des moutons importés avec QR code : l'APOCE confirme l'enregistrement de chaque animal dans une base de données centralisée. Selon l'APOCE, chaque mouton est inscrit dans un système informatique qui permet de le localiser à chaque étape. Le suivi commence au débarquement, se poursuit durant la quarantaine et s'achève lors de l'acheminement vers les points de vente agréés. L'intégration de ces informations dans la plateforme numérique officielle de distribution rend difficile toute tentative de substitution ou de détournement.

L'organisation précise que cette traçabilité vise à empêcher les pratiques discriminatoires, qu'elles relèvent de la faveur personnelle



ou des relations professionnelles. Permettant ainsi de garantir l'égalité d'accès des citoyens aux animaux destinés au sacrifice.

Vente de moutons importés via la plateforme « Adhahi.dz » : des prix dégressifs pour pousser au paiement sans contact

Cette traçabilité numérique accompagne le déploiement officiel de la plateforme « Adhahi.dz », lancée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime.

L'annonce a d'ailleurs suscité un flot de réactions sur les réseaux sociaux, entre sceptiques habituels et citoyens séduits par l'idée d'un achat sans stress.

Le ministère a fixé les prix de la manière suivante :

- 50 000 dinars pour un paiement en espèces,
- 49 000 dinars pour un règlement par terminal de paiement électronique,
- 48 000 dinars pour un achat en ligne par carte bancaire.

Cette différenciation poursuit la

volonté d'inciter les consommateurs à abandonner les espèces au profit des transactions numériques. Au-delà de l'économie directe de 2 000 dinars pour le citoyen qui paye en ligne, l'administration cherche à fluidifier tout le circuit commercial. Moins de billets en circulation signifie aussi moins d'occasions de dissimulation et de marchés parallèles.

En somme, l'introduction du QR code pour le suivi des moutons, combinée à la plateforme Adhahi, marque une tentative de modernisation du marché des ovins en Algérie. Les autorités espèrent ainsi offrir aux Algériens une saison de l'Aïd plus sereine, loin des bousculades et des marchandages tendus qui ont longtemps constitué les es jours précédant la fête.

TRANSPORT AÉRIEN EN AFRIQUE:

Air Algérie intègre le Top 5 des compagnies en 2026

Portée par une flotte renforcée et un réseau en expansion, la compagnie s'impose désormais parmi les cinq leaders du ciel africain en 2026.

Dans un marché aérien africain en pleine mutation, Air Algérie tire son épingle du jeu. Grâce à une flotte renforcée et un réseau international en pleine extension, elle devient l'un des cinq poids lourds du continent pour l'année 2026. Cette performance est soulignée par l'analyse « Africa in the Air » de l'ATTA et de l'OAG, qui place désormais le pavillon algérien au cœur de la croissance aéro-commerciale de la région.

Le ciel africain connaît une accélération sans précédent. Selon le rapport de l'AfricaTravel and Tourism Association (ATTA), intitulé « L'Afrique dans les airs », l'offre de transport aérien sur le continent devrait bondir de 13,7

% au cours des dix premiers mois de 2026. Cette croissance porte le volume global à 182,4 millions de sièges, contre 160,4 millions sur la même période l'année précédente, confirmant la vitalité retrouvée du secteur.

Si l'Europe occidentale — France, Royaume-Uni, Italie et Pays-Bas en tête — alimente l'essentiel de la demande vers le Nord, l'Est et le Sud de l'Afrique, le Moyen-Orient n'est pas en reste. Avec 21,2 millions de sièges programmés pour 2026, cette zone s'affirme comme le second pilier de la connectivité aérienne du continent.

Air Algérie dans le top 5 des compagnies africaines offrant le plus de sièges en 2026

Selon les dernières analyses de l'OAG, l'Égypte consolide sa position de leader sur le continent avec une offre record de 30,9



millions de sièges d'ici octobre 2026.

Bien que le marché égyptien affiche une progression solide de 12,6 %, il est talonné par l'Afrique du Sud dont la dynamique est encore plus spectaculaire. Avec 26,8 millions de sièges prévus sur la même période, le pays enregistre une croissance fulgurante de 19,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Derrière le duo de tête, le Maroc confirme son statut de hub majeur

avec 22,5 millions de sièges (+21,8 %). Il est suivi par l'Éthiopie qui signe une augmentation record de 31,2 % (17 millions de sièges). Enfin, le Kenya complète ce tableau de bord avec 10,2 millions de places disponibles, en croissance de 22,3 % par rapport à l'exercice 2025.

En tête des géants qui partagent le ciel africain, Ethiopian Airlines confirme son statut de leader incontesté avec plus de 23 millions de sièges prévus d'ici octobre. Le reste du Top 5 se compose d'EgyptAir et de Safair, qui affichent des capacités quasi identiques (environ 10,2 millions), suivies de la Royal Air Maroc (9,1 millions) et d'Air Algérie (7,3 millions). À elles seules, ces compagnies portent l'essentiel de la connectivité internationale du continent.

Air Algérie renforce sa flotte avec de nouveaux avions

Le Groupe Air Algérie a récemment officialisé l'acquisition de dix nouveaux Boeing 737 MAX 8, une commande majeure destinée à moderniser sa flotte et à renforcer sa compétitivité internationale. Le calendrier de livraison prévoit la réception de cinq appareils dès juillet 2026, suivis de cinq autres unités courant 2027, afin de densifier le réseau et d'élever les standards de confort.

Cet investissement s'inscrit dans une stratégie globale visant à transformer Alger en un hub incontournable entre l'Afrique, l'Europe et le reste du monde. En intégrant ces avions à sa flotte, la compagnie nationale optimise ses performances opérationnelles tout en se dotant des moyens nécessaires pour accompagner la croissance du trafic aérien sur le continent.



Anticipez vos démarches ! La Direction Générale des Impôts (DGI) vient d'annoncer une interruption totale de ses services numériques. Si vous aviez prévu des déclarations ou des paiements en ligne dans les prochains jours, il va falloir revoir votre calendrier.

En effet, dès ce demain, le système d'information « Jibayatic » fermera ses portes virtuelles. En cause : une opération de maintenance de grande envergure destinée à muscler l'infrastructure et à offrir, à terme, une navigation plus fluide.

Dans un communiqué diffusé ce mercredi, l'administration fiscale précise que la plateforme sera inaccessible à compter du jeudi 23

avril à minuit (00h00). La reprise normale des services est programmée pour le dimanche 26 avril à partir de 08h00 du matin.

Jibayatic : Une maintenance pour de meilleures performances

Cette intervention technique, bien que contraignante, est jugée nécessaire par la DGI pour améliorer l'infrastructure numérique et garantir une meilleure fluidité des opérations de déclaration et de paiement en ligne.

« La Direction Générale des Impôts présente ses excuses à l'ensemble des usagers pour ce désagrément et assure mettre tout en œuvre pour réduire les délais d'interruption afin de rétablir le service dans les meilleures conditions possibles »,

souligne le communiqué.

Les opérateurs économiques et les contribuables sont donc invités à prendre leurs dispositions en prévision de cet arrêt technique de 72 heures.

Fiscalité : La DGI précise les modalités d'amnistie et d'apurement des dettes non recouvrées

Parallèlement aux mises à jour techniques, la Direction Générale des Impôts a levé le voile sur les mécanismes de mise en œuvre d'un dispositif d'envergure : l'abandon et l'assainissement des dettes fiscales non recouvrées. Instituée par la Loi de finances 2026, cette mesure exceptionnelle vise à alléger la charge des contribuables, qu'ils soient personnes physiques ou morales.

Ce dispositif concerne l'ensemble des droits simples, pénalités

d'assiette et de recouvrement, ainsi que les majorations inscrites dans les registres des redevables jusqu'au 31 décembre 2025. Une exception notable est toutefois maintenue : les contribuables ayant fait l'objet de condamnations pénales pour fraude fiscale ne sont pas éligibles à ces mesures.

Dettes fiscales non recouvrées : Deux régimes selon l'ancienneté de la dette

L'administration fiscale a défini deux trajectoires distinctes pour les bénéficiaires :

- Dettes de 2011 et antérieures : Les contribuables bénéficient d'une annulation totale et automatique. Aucune démarche administrative n'est requise, les services fiscaux se chargeant eux-mêmes d'établir les listes et de prononcer les décisions d'annulation collective.
- Dettes entre 2012 et fin 2025 :

DGI:

Suspension temporaire du portail « Jibayatic » jusqu'à cette date

Un régime incitatif est proposé, prévoyant une réduction de 30% du montant des droits simples et l'annulation totale des pénalités et majorations. En contrepartie, le débiteur doit s'acquitter du reliquat, soit en une fois, soit par échéances, avant le 31 décembre 2026.

Pour souscrire à ce dispositif de régularisation, les usagers doivent télécharger un formulaire spécifique sur le site web de la DGI. Ce document doit être déposé en deux exemplaires auprès de la recette des impôts compétente, accompagné de l'état de situation fiscale arrêté à la fin de l'année 2025.

À travers ce communiqué, la DGI exhorte les contribuables à saisir cette opportunité « exceptionnelle » pour assainir leur situation fiscale et repartir sur des bases saines avec l'administration.

ANNABA

Le wali consacre une sortie au suivi du lancement des travaux de plusieurs projets de développement

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a effectué, hier mercredi une sortie de terrain consacrée au suivi du lancement de plusieurs projets de développement à travers la commune d'Annaba.

Accompagné du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du Chef de daïra d'Annaba ainsi que du président de l'Assemblée populaire communale, le wali s'est enquis de l'état d'avancement des opérations récemment mises en chantier.

Cette visite a notamment permis de constater le démarrage des travaux d'aménagement du jardin "La Liberté", situé en plein centre-ville, ainsi que ceux relatifs à la réhabilitation du Théâtre de

plein air, infrastructure culturelle emblématique appelée à retrouver son attractivité.

La délégation s'est également rendue à la gare routière de Sidi Brahim, où un projet de réhabilitation est en cours afin d'améliorer les conditions d'accueil des voyageurs et de moderniser les équipements existants. Par ailleurs, les autorités locales ont inspecté les travaux d'aménagement de la route menant à la citadelle hafside, dans l'optique de valoriser ce site historique et de faciliter son accès.

Cette sortie s'inscrit dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à promouvoir le développement urbain et touristique de la wilaya.



Aujourd'hui s'ouvre la session extraordinaire du Conseil populaire communal d'Annaba Examen de plusieurs dossiers liés à la gestion locale et au développement communal

S.F

Le Conseil populaire communal d'Annaba tiendra, aujourd'hui jeudi, une session extraordinaire au siège de la commune, précisément à la salle d'honneur, à partir de 10h00, pour examiner plusieurs dossiers liés à la gestion locale et au développement communal.

À l'ordre du jour figure notamment l'approbation de la perte de la qualité d'un élu à la suite de sa démission. Les membres de l'assemblée se pencheront également sur l'octroi d'une subvention financière au profit de l'Office communal des sports, dans le cadre du soutien

aux activités sportives locales.

Par ailleurs, il est prévu l'ouverture d'un crédit supplémentaire au titre du budget 2026, afin d'inscrire des aides financières dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales. La session abordera aussi le suivi de projets d'extension d'établissements scolaires, avec l'étude de l'avancement de la réalisation de huit salles de classe réparties sur plusieurs écoles.

S'agissant des marchés publics, les élus examineront un avenant portant ajustement des quantités finales relatif à un projet d'installation de feux tricolores intelligents à travers plusieurs

cités de la commune, visant à améliorer la circulation routière et la sécurité des usagers.

L'ordre du jour comprend également des points relatifs au patrimoine communal, dont la validation des résultats d'une adjudication pour la location d'un espace commercial, ainsi que l'affectation d'un local au profit des agents du service de propreté.

Enfin, un exposé sera présenté sur la situation du parc matériel communal, arrêté au 31 décembre 2025. Cette session s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par l'assemblée pour renforcer la gouvernance locale et répondre aux préoccupations des citoyens.



ANNABA

Démission d'un élu de l'APC

S.F

Selon des sources concordantes, une démission a été enregistrée au sein de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Annaba. En effet, l'élu Mohamed Boudiaf a officiellement quitté ses fonctions.

Cette décision intervient dans le respect des dispositions légales régissant le fonctionnement des assemblées élues. La démission devrait être soumise à l'approbation des membres de l'APC lors d'une prochaine session, conformément à la

réglementation en vigueur, avant la constatation officielle de la vacance du siège.

À ce stade, aucune communication officielle n'a précisé les motifs de cette démission. Celle-ci intervient dans un contexte marqué par la tenue d'une session du conseil, au cours de laquelle plusieurs dossiers relatifs à la gestion locale seront examinés.

Les procédures administratives et réglementaires devraient se poursuivre afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'assemblée communale.



ANNABA / DSA

Une nouvelle dynamique de formation au service de la performance céréalière

Sara Boueche

Dans une démarche résolument tournée vers la modernisation du secteur agricole, la wilaya de Annaba a franchi une nouvelle étape dans la promotion de la mécanisation agricole, en lançant une session de formation dédiée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses et aux agriculteurs.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les départements ministériels en charge de l'agriculture et de la formation professionnelle, visant à renforcer les compétences techniques et à accompagner la transition vers une agriculture plus



performante et mécanisée.

Placée sous l'égide des autorités locales, cette opération témoigne de l'importance accordée par les pouvoirs publics à la valorisation du capital humain dans le secteur agricole.

Organisée au sein de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle « El Bahi Sadek », dans la commune d'El Hadjar, cette session a réuni un large éventail d'acteurs institutionnels et professionnels. La présence

de représentants des organisations agricoles, des structures de soutien et des corps techniques démontre une approche intégrée, fondée sur la concertation et la complémentarité des compétences.

Au cœur de cette démarche, la formation vise non seulement à doter les bénéficiaires de compétences pratiques en conduite et maintenance des équipements agricoles, mais également à répondre à des enjeux stratégiques majeurs. Il s'agit notamment d'accroître les rendements des grandes cultures, en particulier céréalières, tout en réduisant les pertes post-récolte, un défi crucial pour la sécurité alimentaire.

En misant sur la qualification

et la professionnalisation, les autorités ambitionnent ainsi de structurer une main-d'œuvre spécialisée, capable d'accompagner efficacement le processus de modernisation agricole. Cette dynamique s'inscrit dans une vision plus large de développement durable, où la technologie et le savoir-faire humain convergent pour optimiser les performances du secteur.

Enfin, la poursuite de ces cycles de formation, ouverts à de nouveaux candidats, confirme la volonté d'inscrire cette initiative dans la durée, faisant de la mécanisation agricole un levier essentiel de croissance et de résilience pour l'agriculture algérienne.

ANNABA /

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE La campagne de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales vivement saluée

S.F

La présidente de l'Association de wilaya pour la promotion et l'intégration des jeunes d'Annaba, madame Gouasmia Chahrazed, a exprimé sa profonde gratitude à l'ensemble des personnes ayant contribué à la réussite de la campagne de sensibilisation dédiée à l'inscription sur les listes électorales et à l'obtention de la carte d'électeur.

Organisée en collaboration avec la Maison de jeunes Khaled Nourredine, située à la cité 'Beni M'haffeur, cette initiative citoyenne a connu une forte mobilisation des jeunes ainsi qu'une large adhésion des habitants de cités, témoignant d'un esprit civique remarquable.

Un hommage particulier a été rendu à madame Kouidri Lynda, vice-présidente du Conseil supérieur de la jeunesse, pour son accompagnement précieux et son soutien constant, qui ont largement contribué au succès de cette action de proximité.

Les remerciements ont également été adressés aux membres du Conseil supérieur de la jeunesse représentant la wilaya d'Annaba, mesdames Amina Benmechta et Bendib Ahlam, pour leur engagement, leur présence active et leurs efforts sur le terrain.

Une reconnaissance spéciale a aussi



été exprimée envers la responsable Nerimane Kadri, qui a incarné l'esprit du travail collectif et l'engagement de terrain tout au long de la campagne.

Les membres de l'association, les adhérents de la Maison de jeunes ainsi que les jeunes bénévoles ayant participé activement à cette opération ont également été salués pour leur implication exemplaire dans la sensibilisation de leurs pairs à l'importance de l'inscription électorale. Les habitants et les jeunes de Beni M'haffeur ont, eux aussi, été chaleureusement remerciés pour leur interaction positive, leur sens du civisme et leur esprit patriotique.

Enfin, la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Annaba a été félicitée pour son accompagnement permanent et son soutien logistique dans la réussite de cette campagne.

Cette initiative confirme une fois de plus le rôle essentiel de la jeunesse dans la construction d'une Algérie forte, consciente et tournée vers l'avenir.

ANNABA / EL HADJAR

Opération Relogement de 115 familles à El Hadjar

Imen Boulmaiz

Hier dans la matinée la commune d'El Hadjar, a été le théâtre d'une importante opération de relogement entrant dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire et d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Cette opération, menée en application des instructions du wali, Abdelkrim Lamouri, a été supervisée dès les premières heures de la matinée par le Chef de daïra d'El Hadjar, accompagné du président de l'Assemblée populaire communale par intérim, ainsi que du directeur de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) de la wilaya. L'opération s'est déroulée sous une couverture sécuritaire assurée conjointement par les services de la sûreté de wilaya et de la gendarmerie nationale, en présence également des équipes de la protection civile, mobilisées pour garantir le bon déroulement de l'opération. Au total, 115 familles bénéficiaires de logements publics locatifs ont été relogées vers le nouveau pôle urbain d'Amirat El Bahi, plus précisément au niveau du site '200 logements' situé à El Gantra. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie des autorités locales visant à offrir des conditions de vie dignes et confortables aux citoyens concernés. Parallèlement à cette opération de relogement, une campagne de démolition des habitations précaires a été lancée dans les cités ciblées,



afin de mettre fin définitivement à ce type d'habitat et prévenir toute réoccupation illégale. Plusieurs acteurs locaux ont été mobilisés pour assurer le succès de cette intervention, notamment : les élus de l'Assemblée populaire communale d'El Hadjar, les chefs de subdivisions administratives de la daïra, les cadres de l'OPGI, les services techniques des communes d'El Hadjar et de Sidi Amar, les équipes de Sonelgaz, l'Algérienne des Eaux (ADE) – unité d'El Hadjar, l'Office National de l'Assainissement (ONA), les entreprises de nettoyage, dont « Annaba Propreté » et « Mitidja Nettoyage ». Grâce à la coordination étroite entre ces différents intervenants, l'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions organisationnelles et logistiques. Les autorités locales ont confirmé que l'opération se poursuivra jusqu'à son achèvement complet, avec pour objectif d'assurer une prise en charge optimale des familles bénéficiaires et de poursuivre les efforts de développement urbain au niveau de la commune d'El Hadjar.

ANNABA :

Une journée d'information dédiée à la prise en charge des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme

Imen Boulmaiz
L'occasion de la célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, la direction de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d'Annaba a organisé, le 21 avril dernier, une journée d'information placée sous le thème : « Les fondements de la prise en charge globale des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme ». Cette initiative a été menée en coordination avec l'association

«Dauphins Hippone» et en partenariat avec l'Union nationale des associations du spectre de l'autisme, dans le but de renforcer les efforts de sensibilisation et d'accompagnement des familles concernées. L'événement s'est déroulé en présence du directeur de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d'Annaba, ainsi que d'un panel de médecins, de psychologues et de spécialistes du domaine. Plusieurs interventions ont été présentées à cette occasion, abordant des thématiques essentielles liées au

diagnostic précoce, aux approches thérapeutiques, ainsi qu'aux méthodes éducatives adaptées aux enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme.

Ces communications ont permis d'apporter des éclairages concrets aux parents et aux encadreurs, tout en mettant en avant l'importance d'une prise en charge multidisciplinaire et continue, centrée sur les besoins spécifiques de chaque enfant. Cette journée a également constitué un espace privilégié d'échange et de partage d'expériences entre professionnels

et familles, favorisant ainsi une meilleure compréhension des enjeux liés à l'autisme et des moyens d'améliorer l'accompagnement au quotidien. En clôture, les organisateurs ont tenu à exprimer leur gratitude à l'ensemble des intervenants, encadreurs et parents pour leur contribution active à la réussite de cette rencontre, qui s'inscrit dans une dynamique de solidarité et d'engagement en faveur de cette catégorie nécessitant une attention particulière.



Imen Boulmaiz

Les services de la sûreté nationale algérienne, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire de Drean (wilaya d'El Tarf), ont récemment réussi à démanteler un réseau criminel impliqué dans des activités de fouille et de prospection illégale de métaux précieux et d'objets archéologiques. Cette opération

a permis l'arrestation de sept (07) individus, membres de ce réseau, qui exerçaient leurs activités illicites dans une zone forestière relevant de la commune de Chbaita Mokhtar. L'affaire a été déclenchée suite à l'exploitation d'informations faisant état de la présence de personnes en possession d'équipements sensibles et prohibés destinés à la détection de métaux précieux. Les investigations approfondies

EL TARF / SÛRETÉ DE WILAYA :

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la prospection illégale de métaux précieux

menées par les services compétents ont permis d'identifier les suspects, de localiser leur zone d'activité et de procéder à leur interpellation. L'intervention, réalisée sous la supervision du procureur de la république près le tribunal de Drean, s'est soldée par la saisie de plusieurs équipements utilisés dans ces activités criminelles, à savoir : trois (03) appareils sophistiqués de détection de métaux précieux,

deux (02) véhicules de tourisme, deux (02) groupes électrogènes, ainsi que divers outils et matériels servant aux opérations de fouille et d'excavation. Les suspects ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes pour plusieurs chefs d'accusation, notamment la détention d'équipements sensibles d'origine étrangère sans autorisation en vue de leur introduction illégale, l'utilisation de moyens prohibés

dans des activités de prospection illicite, ainsi que l'exploitation illégale de ressources et de sites à caractère archéologique. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité pour lutter contre les atteintes au patrimoine national et aux ressources naturelles, et pour faire respecter la législation en vigueur en matière de protection des biens culturels et des richesses du pays.

ANNABA / EL BOUNI :

La police élucide en un temps record l'affaire du réseau impliqué dans le braquage d'une bijouterie

Imen Boulmaiz

Dans une opération marquée par la rapidité et l'efficacité, les services de la sûreté nationale algérienne, représentés par la sûreté de daïra d'El Bouni en coordination avec les brigades opérationnelles de la police judiciaire de la wilaya d'Annaba, ont réussi à élucider une affaire de vol visant un commerce de vente de bijoux. L'intervention a permis l'arrestation de l'ensemble des membres du réseau criminel,

composé de sept (07) individus, dont une femme. Cette réussite a été enregistrée dans un délai particulièrement court, grâce à une intervention rapide sur le terrain et à l'exploitation immédiate des images de vidéosurveillance. L'analyse des enregistrements a permis aux enquêteurs d'identifier les suspects, de retracer leurs déplacements et de procéder à leur interpellation. Le dispositif opérationnel, fondé sur une coordination étroite entre les différents services de sécurité, a également permis l'arrestation

de deux membres du réseau dans une wilaya voisine, illustrant l'efficacité du travail collaboratif interservices. Menée en coordination avec le parquet territorialement compétent, cette opération s'est soldée par la récupération de l'ensemble des objets volés, notamment des bijoux en métal précieux. Les forces de police ont également saisi plusieurs éléments matériels ayant servi à la préparation et à l'exécution du délit, dont : des vêtements et des masques utilisés pour dissimuler l'identité des

auteurs, des téléphones portables servant à la communication entre les membres du réseau, une moto utilisée lors de l'opération de vol, un véhicule de tourisme ayant facilité la fuite des suspects, ainsi que des armes blanches prohibées de grande taille. À l'issue des investigations et après accomplissement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'El Hadjar. Ils font face à plusieurs chefs d'accusation, notamment constitution d'une association de

malfaiteurs en vue de commettre des méfaits préparer un crime contre les personnes et les biens, vol aggravé avec port d'armes blanches, vol avec effraction et usage de véhicule, aide à la fuite d'un individu recherché et non-dénonciation de crime. Cette opération illustre une nouvelle fois la vigilance et la mobilisation constante des services de sécurité dans la lutte contre la criminalité, ainsi que leur engagement à garantir la protection des citoyens et de leurs biens.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Exercice de simulation à Echatt : Mobilisation et coordination pour faire face aux incendies de forêt

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan communal d'organisation des secours de la commune d'Echatt, relevant de la daïra d'Aïn El Berda (wilaya d'Annaba), une manœuvre de simulation a été organisée dans la matinée d'hier, visant à tester la capacité de réaction des différents services en cas de catastrophe. Cet exercice a consisté en un scénario fictif simulant le

déclenchement d'un incendie au niveau de la zone forestière de Chellabi, permettant ainsi de recréer des conditions proches de la réalité afin d'évaluer l'efficacité des dispositifs d'intervention mobilisés. L'objectif principal de cette opération est de renforcer les compétences des intervenants et d'améliorer leur aptitude à faire face aux situations d'urgence, notamment les feux de forêt, qui représentent un risque majeur dans la région. À travers cette

simulation, les organisateurs ont cherché à former et entraîner les équipes concernées sur les procédures à poursuivre en cas de sinistre. Par ailleurs, cet exercice a permis de tester le bon fonctionnement du système d'alerte intégré dans le plan communal, ainsi que de mesurer le niveau de préparation et de disponibilité des moyens humains et matériels mobilisables en cas d'intervention réelle. Une attention particulière a également

été accordée à l'évaluation de la coordination entre les différents acteurs impliqués, notamment les services de la protection civile, les autorités locales et les autres intervenants concernés. Cette coordination constitue un élément clé pour garantir une réponse rapide, efficace et organisée face aux catastrophes. En outre, cette manœuvre a offert l'opportunité de vérifier la pertinence des plans d'intervention existants et d'identifier d'éventuelles lacunes

afin d'y remédier dans une optique d'amélioration continue. A travers ce type d'initiatives, les autorités locales et les services de protection civile algérienne réaffirment leur engagement en faveur du renforcement de la prévention des risques et de la protection des citoyens et de leurs biens, en visant une meilleure préparation et une capacité d'intervention optimale face à toutes les situations d'urgence.

Au Burkina Faso, la junte au pouvoir suspend près de 360 associations

En juillet 2025, le capitaine Ibrahim Traoré a promulgué une loi qui restreint la liberté d'association et affaiblit la société civile, sous prétexte de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du « terrorisme », selon le monde.fr.

La junte au pouvoir au Burkina Faso a suspendu, mardi 21 avril, 359 associations pour « non-renouvellement de leurs instances », une semaine après avoir annoncé la dissolution de 118 autres associations, pour une grande partie engagées dans la défense des droits humains, invoquant des « dispositions légales en vigueur » sans autres précisions.

Les associations suspendues mardi, par un arrêté du ministre de l'administration territoriale, Emile Zerbo, interviennent

notamment dans les domaines de la religion, de l'environnement, des droits humains, du sport, de l'éducation ou encore de la solidarité. « Pendant la durée de la suspension, seules les actions tendant à régulariser la situation de chaque association sont autorisées », souligne le document.

Le Burkina est dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire en septembre 2022. En juillet 2025, le chef de la junte a promulgué une loi qui encadre la liberté d'association, les ONG et les syndicats. Cette loi réaffirme la liberté d'association tout en la subordonnant à des obligations strictes de déclaration, de contrôle administratif et de conformité légale, avec des sanctions pouvant aller jusqu'à

la dissolution.

Lire aussi | Burkina Faso : une société civile réduite au silence

Un contrôle accru sur les associations et ONG

Selon les autorités, la loi vise à renforcer la transparence, à faire la cartographie des associations et ONG et à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du « terrorisme ». Le pays fait face depuis plus d'une décennie aux offensives meurtrières de groupes affiliés à Al-Qaida et au groupe Etat islamique sur de larges pans de son territoire.

Les ONG internationales ou associations fonctionnant avec des financements internationaux sont souvent accusées d'espionnage ou de collusion avec les djihadistes. « Nous avons des associations et des ONG dont on ignore les sources



de financement, dont on ignore les programmes d'activité. On va mettre fin à cela », a affirmé samedi le premier ministre, Jean Emmanuel Ouédraogo, à la télévision publique. « Aucune association ne va être le cheval de Troie pour qui que ce soit », a-t-il clamé.

Lundi, l'organisation de défense des droits humains Human

Rights Watch avait déploré que la loi permettait à la junte d'« intensifier sa répression généralisée de la société civile ». Début avril, le capitaine Ibrahim Traoré, qui mène une politique souverainiste et revendique une « révolution progressiste populaire », avait déclaré que les Burkinabés devaient « oublier la démocratie ».

Réduire l'usage des cosmétiques diminue rapidement l'exposition aux perturbateurs endocriniens, selon une étude de l'Inserm

L'étude paraît alors que le Parlement européen doit se prononcer à la fin d'avril sur un changement de la réglementation européenne concernant les cosmétiques, selon le monde.fr.

Selon une étude rendue publique mercredi 22 avril par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), réduire l'utilisation des cosmétiques – shampoings, savons ou maquillage – permet de réduire rapidement l'exposition à certains polluants chimiques et perturbateurs endocriniens, comme le bisphénol A, selon le monde.fr.

Pour cette étude publiée le 7 avril dans la revue Environment

International, des chercheurs de l'Inserm, de l'université Grenoble-Alpes et du CNRS ont demandé à une centaine d'étudiantes grenobloises âgées de 18 à 30 ans de réduire durant cinq jours le nombre de produits cosmétiques qu'elles utilisaient. Les étudiantes devaient aussi remplacer leurs produits d'hygiène habituels – tels que le savon ou le dentifrice – par d'autres produits fournis par les chercheurs, sans phénols synthétiques, parabènes, phtalates et éthers de glycol.

Baisse rapide des concentrations urinaires

Les chercheurs ont ensuite comparé les dosages urinaires réalisés avant et après ces cinq

jours de restriction. Résultat : près d'un quart d'exposition en moins (-22 %) pour le phtalate de monoéthyle, issu de composés utilisés notamment pour fixer les parfums, ou encore « -30 % pour le méthylparabène, un conservateur et possible perturbateur endocrinien, selon les autorités européennes », déclare l'Inserm.

Les scientifiques ont, en outre, observé une baisse de 39 % de la concentration urinaire de bisphénol A (BPA), classé comme perturbateur endocrinien par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Le bisphénol A est soupçonné d'être lié à de

multiples troubles et maladies (cancer du sein, infertilité, etc.).

« Le bisphénol A n'est plus autorisé en France depuis 2005 comme ingrédient dans les produits de soin et cosmétiques en raison de son caractère reprotoxique. Sa présence pourrait être liée à des contaminations survenues au cours du processus de fabrication ou via les matériaux d'emballage », affirme l'Inserm dans un communiqué. Ces résultats « pourraient étayer la mise en œuvre d'une réglementation plus stricte visant la composition des produits de soins (par exemple, les éthers de glycol) ou l'ensemble du processus de production et de conditionnement

(bisphénol A) », conclut l'étude.

Cette dernière paraît alors que le Parlement européen doit se prononcer à la fin d'avril sur un changement de la réglementation européenne en matière de cosmétiques. Ce texte polémique, décrié notamment par l'association de défense des consommateurs UFC-Que choisir – qui dénonce un affaiblissement de la protection des utilisateurs –, doit donner aux industriels plus de temps pour retirer de la vente des produits contenant des substances classées cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Le Livret A poursuit sa chute en mars, avec 490 millions d'euros de retraits nets

S'il a diminué de 3,1 milliards d'euros depuis le début de l'année, le stock d'argent déposé sur les quelque 58 millions de Livrets A reste cependant important, à 446,5 milliards d'euros, selon le monde.fr.

Les épargnants, freinés par un taux abaissé à 1,5 % en février, se sont de nouveau détournés du Livret A en mars, en retirant 490 millions d'euros de plus qu'ils n'en ont déposé, a annoncé, mercredi 22 avril, la Caisse des dépôts (CDC). Il s'agit du pire

mois de mars et du pire premier trimestre pour le Livret A depuis que la CDC collecte ces données, en 2009.

S'il a diminué de 3,1 milliards d'euros depuis le début de l'année, le stock d'argent déposé sur les quelque 58 millions de Livrets A reste cependant important, à 446,5 milliards d'euros.

Les Livrets de développement durable et solidaire (LDDS), au taux identique à celui du Livret A, mais proposant un plafond moindre, font du quasi-surplace (+80 millions d'euros pour le

mois dernier), à 165,3 milliards d'euros.

Ces deux produits d'épargne réglementée pâtissent de leur taux, divisé par deux en à peine un an. Ils ne rapportent plus que 1,5 %, alors qu'ils permettaient aux épargnants d'engranger un taux de 3 % jusqu'en janvier 2025.

Les produits d'assurance-vie en profitent

Cette baisse profite aux principaux concurrents du Livret A et du LDDS : les produits d'assurance-vie, commercialisés

par les établissements bancaires et les compagnies d'assurances.

En affichant un taux de rendement moyen de 2,65 %, selon une estimation publiée à la fin de mars par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), les fonds euros de l'assurance-vie sont redevenus compétitifs, qui font le plein depuis le début de l'année. Un bémol cependant, ce dernier taux ne comprend pas la fiscalité qui s'applique aux gains, contrairement au taux du Livret A, qui est net d'impôt.

Le spectre de l'inflation porté par la guerre en Iran, mesuré à 1,7 % sur un an au mois de mars par l'Insee, pourrait cependant faire revenir le Livret A dans la course pendant l'été.

Cette accélération de la hausse des prix est logiquement portée par un important rebond des prix de l'énergie, particulièrement des produits pétroliers. Le taux du Livret A, amené à changer à la mi-juillet et dépendant en partie de l'inflation, a donc de fortes chances d'augmenter.

La Chine félicite les pays africains ayant bloqué le survol de l'avion du président taïwanais, Lai Ching-te ; Taipei dénonce des « pressions »

Sous la pression de Pékin, les Seychelles, Maurice et Madagascar ont fermé leur espace aérien à l'avion de M. Lai, illustrant l'isolement croissant de Taipei et l'influence de la Chine sur le continent, selon le monde fr. C'est un succès pour Pékin. Le président taïwanais, Lai Ching-te, régulièrement vilipendé par la Chine, qui le considère comme un séparatiste, a été contraint, mardi, de reporter un voyage officiel en Eswatini, du 22 au 26 avril, à l'occasion du 40e anniversaire de l'accession au trône du roi Mswati III. La Chine a complimenté, mercredi 22 avril, les pays africains l'ayant contraint à reporter ce voyage officiel chez le dernier allié diplomatique de Taipei en Afrique. « Nous apprécions la position et les pratiques des pays concernés dans leur adhésion au principe d'une seule Chine », a déclaré Zhang Han, porte-parole du bureau des affaires taïwanaises, lors d'un point-pressé régulier à Pékin. Sans nommer ces Etats, elle les a félicités de



reconnaître Taïwan comme faisant partie de la Chine.

Dans un message sur X, le ministère des affaires étrangères chinois salue le fait que la quasi-totalité des pays africains, ainsi que l'Union africaine, soutiennent le principe « d'une seule Chine » et reconnaissent Pékin comme seul gouvernement légitime. « Il n'existe qu'une seule Chine dans le monde, Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois, le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul

gouvernement légal représentant l'ensemble de la Chine, et ils soutiennent fermement tous les efforts du gouvernement chinois visant à réaliser la réunification nationale », selon le ministère.

La Chine considère Taïwan comme l'une de ses provinces, qu'elle n'a pas encore réussi à unifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise, en 1949. Elle se dit partisane d'une solution pacifique, mais n'exclut pas de recourir à la force pour prendre le contrôle de l'île, gouvernée selon

un système démocratique.

Taïwan dénonce les pressions exercées par Pékin

Lai Ching-te a déclaré, mardi sur Facebook, s'être plié à l'avis de son équipe chargée de la sécurité nationale de reporter le voyage, mais a ajouté : « Aucune menace ni répression ne peuvent changer la détermination de Taïwan à s'engager dans le monde. »

Pan Men-an, secrétaire général de la présidence taïwanaise, s'est exprimé au cours d'une conférence de presse : « Selon certaines sources, les Seychelles, Maurice et Madagascar ont révoqué de manière inattendue et sans préavis les permis de survol de l'avion affrété. La véritable raison en est que les autorités chinoises ont exercé une pression intense, y compris par des moyens de coercition économique. »

Un responsable taïwanais de la sécurité qui a requis l'anonymat a assuré auprès de l'Agence France-Presse que la Chine avait menacé de « révoquer un allègement de dette substantiel qui leur avait

été accordé, de suspendre les financements et d'imposer de nouvelles sanctions économiques » aux trois pays concernés.

A Pékin, Zhang Han a rejeté les accusations de coercition économique formulées par Taipei, tandis que le gouvernement des Seychelles a nié avoir subi des pressions de la part de la Chine.

L'Eswatini, anciennement connu sous le nom de Swaziland, fait partie des 12 pays – avec le Vatican en Europe, les îles Marshall, Palaos et Tuvalu en Océanie, Haïti, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Belize, le Guatemala et le Paraguay dans les Caraïbes et en Amérique latine – qui reconnaissent encore la République de Chine (le nom officiel de Taïwan). Depuis 2016, la présidence de Taïwan est détenue par le Parti démocrate progressiste, au credo indépendantiste, ce qui a contribué à tendre les relations entre Pékin et Taipei.

L'administration Trump envisage d'expulser vers la RDC plus d'un millier d'Afghans ayant aidé l'armée américaine

Hébergés dans une ancienne base américaine au Qatar dans le cadre de leur demande d'installation aux Etats-Unis, 1 100 anciens collaborateurs afghans se sont vu proposer une « réinstallation volontaire », selon le monde fr.

Les Etats-Unis envisagent d'expulser plus d'un millier d'Afghans coincés au Qatar – qui, pour la plupart, ont collaboré avec l'armée américaine durant la guerre en Afghanistan – vers la République démocratique du Congo (RDC), pays en proie aux troubles, a dénoncé mardi 21 avril l'ONG #AfghanEvac.

L'administration Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration l'une de ses politiques phares, avait fixé au 31 mars la date limite pour fermer un camp où plus de 1 100 Afghans étaient hébergés dans une ancienne base américaine au

Qatar. Ces Afghans étaient passés par la base pour y être enregistrés dans le cadre de leur demande d'installation aux Etats-Unis, craignant d'être persécutés par les talibans pour avoir collaboré avec les forces américaines sous le gouvernement soutenu par l'Occident qui s'est effondré en 2021, peu après le retrait des troupes américaines.

« L'administration Trump ne cherche pas à trouver un pays sûr pour les 1 100 Afghans qui ont été ses alliés pendant la guerre et qui sont actuellement détenus par les Etats-Unis au camp As-Sayliyah. Elle tente plutôt de créer de toutes pièces un motif de refus », a dénoncé Shawn VanDiver, un ancien militaire américain qui dirige l'ONG #AfghanEvac. Il a affirmé avoir été informé par le gouvernement américain que ces Afghans avaient le choix entre la

RDC ou un retour en Afghanistan.

« Réinstallation volontaire »

« On ne transfère pas des alliés de guerre dont les antécédents ont été vérifiés, dont plus de 400 sont des enfants, qui se trouvaient sous la garde des Etats-Unis, vers un pays en pleine décomposition », a-t-il déclaré dans un communiqué. « L'administration le sait. C'est justement le but », a-t-il ajouté. Le sénateur démocrate de Virginie Tim Kaine a parlé, dans un communiqué, d'une décision « insensée ».

Sollicité par l'Agence France-Presse, le département d'Etat s'est refusé à confirmer que la RDC était envisagée comme destination, mais a précisé que les Etats-Unis étudiaient la possibilité d'une « réinstallation volontaire » à partir du camp d'As-Sayliyah, au Qatar. « Le transfert de la population du camp vers un pays tiers constitue



une solution positive qui permet aux personnes encore présentes de commencer une nouvelle vie en dehors de l'Afghanistan en toute sécurité, tout en préservant la sûreté et la sécurité du peuple américain », a déclaré un porte-parole du département d'Etat.

Plus de 190 000 Afghans se sont installés aux Etats-Unis après le retour des talibans, dans le cadre d'un programme lancé par

l'ancien président Joe Biden. Mais le président Trump a démantelé ce programme et ordonné l'arrêt du traitement des demandes émanant de ressortissants de ce pays après qu'un Afghan, qui souffrait d'un syndrome de stress post-traumatique, avait tiré sur deux soldats de la garde nationale à Washington l'année dernière, en tuant un.

Un hacker interpellé en Vendée après plusieurs cyberattaques visant notamment des fédérations sportives

L'homme, qui agit sous le pseudonyme « Hexdex », a également ciblé un site répertoriant les particuliers détenteurs d'armes, des syndicats comme la CFDT ou FO ou encore des sites d'agents de l'éducation nationale, selon le ministère public, selon le monde fr.

Le parquet de Paris a annoncé mercredi 22 avril l'interpellation en Vendée et le placement en garde à vue d'un hacker, soupçonné de se cacher derrière le pseudonyme « Hexdex », dans le cadre d'une centaine de signalements de piratages de données, notamment de fédérations sportives.

L'homme, âgé d'une vingtaine d'années, a également ciblé un site répertoriant les particuliers détenteurs d'armes, des syndicats comme la CFDT ou FO, ou encore des sites d'agents de l'éducation nationale, selon le ministère public. Le suspect, né en 2004, est lié à la plateforme BreachForums,

spécialisée dans la revente de données volées, a ajouté le parquet de Paris.

En mars, les données personnelles, dont les adresses postales, d'environ 243 000 agents de l'éducation nationale, essentiellement des enseignants, avaient été piratées. L'intrusion

dans ce système de données date du 15 mars et a été détectée par le centre opérationnel de la sécurité des systèmes d'information du ministère le 19 mars, en fin de journée. Un échantillon des données piratées a été mis en ligne sur des sites de revente de données par « ce même « Hexdex ».

EN : Alerte rouge dans les bois



À moins de deux mois de la Coupe du monde 2026, la situation des gardiens de l'équipe nationale d'Algérie vire à l'inquiétude. La blessure de Melvin Mastil, opéré hier d'une hernie inguinale et indisponible plusieurs semaines, est venue s'ajouter à celle d'Anthony Mandrea, déjà touché à l'épaule. Deux cas sérieux qui fragilisent considérablement un poste déjà en chantier.

Une hiérarchie chamboulée
Lors du dernier stage, Vladimir Petkovic avait pourtant amorcé une forme de transition dans la cage. Pour la première fois, Melvin Mastil et Kilian Belazzoug avaient été appelés, complétant un groupe de quatre portiers avec les deux rescapés de la CAN, Luca Zidane et Anthony Mandrea. Une ouverture assumée vers de

nouveaux profils, dans l'optique d'élargir la base de concurrence. Mais à l'approche du rendez-vous mondial, les plans initiaux sont en train de voler en éclats. Belazzoug, considéré comme un simple stagiaire destiné à découvrir l'environnement de la sélection, ne semblait pas entrer dans l'équation pour la liste finale. La hiérarchie devait donc se dessiner entre trois noms. Or, les blessures simultanées de Mandrea et Mastil, toutes deux susceptibles de nécessiter un long protocole de récupération, viennent totalement chambouler les plans.

La situation est désormais claire : une véritable alerte rouge est déclenchée dans la cage des Verts. Guido Nanni ou encore Nacereddine Berarma et le sélectionneur Vladimir Petkovic se retrouvent face à un dossier brûlant. La priorité immédiate

consiste à évaluer précisément les dossiers médicaux des deux gardiens blessés, avant de trancher sur leur capacité, ou non, à revenir dans les délais.

C'est chaud pour les locaux
En parallèle, une autre réflexion s'impose : celle de trouver rapidement des solutions alternatives. Et dans ce contexte, la piste des gardiens locaux revient avec insistance. Plusieurs noms circulent déjà, à commencer par Gaya Merbah, Farid Chaâl ou encore Bouhalfaya. Le retour d'Alexis Guendouz est également évoqué, malgré une baisse de régime cette saison et des pépins physiques qui ont freiné sa progression. À cette liste s'ajoute désormais Oussama Benbot. Le portier de l'USMA, auteur d'une prestation remarquée récemment à Safi, s'est rappelé au bon souvenir du

staff.

Pourtant, son cas reste particulier : il avait annoncé sa retraite internationale. Mais face à la situation actuelle, la pression pourrait l'amener à reconsidérer sa position, d'autant plus qu'il connaît parfaitement l'environnement de la sélection.

Dans cette course élargie, chaque détail compte. Bouhalfaya peut s'appuyer sur sa présence lors du stage de septembre dernier, tandis que Gaya Merbah alterne le bon et le moins bon avec la JSK, mais conserve une expérience précieuse. Guendouz, lui, présente l'avantage de connaître le groupe, tout comme Benbot, ce qui pourrait peser dans la balance.

Yesli sort de l'ombre
Un nouveau profil s'invite également dans les débats

: celui d'Yesli, gardien de l'Olympique d'Akbou. Auteur d'une saison solide, il bénéficie de son passage chez les A', un atout non négligeable pour une intégration rapide, même si son manque d'expérience au plus haut niveau reste un point d'interrogation. À un mois du début du stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa, la pression monte clairement autour du poste de gardien. Le staff technique va devoir agir vite et juste, dans un contexte devenu bien plus complexe que prévu.

Dans cette incertitude grandissante, une seule stabilité demeure : Luca Zidane. Mais derrière lui, tout est à reconstruire, et du côté des Verts, on croise désormais les doigts pour que le dernier rempart encore debout soit épargné.

CAN : L'organisation de la CAN 2027 est sous la menace d'une délocalisation

A un peu plus d'un an du coup d'envoi, l'organisation de la CAN 2027 vacille déjà. Les retards accumulés au Kenya et en Ouganda inquiètent la CAF, qui envisage sérieusement une solution de secours avec une possible délocalisation vers l'Afrique du Sud. Pendant ce temps, la Tanzanie, largement dans les temps, voit d'un très mauvais œil ce scénario.

La CAN 2027 devait symboliser un tournant historique pour le football africain. Pour la première fois, l'épreuve phare du continent était confiée conjointement à trois nations d'Afrique de l'Est avec le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, réunis sous la bannière du projet « Pamoja », un mot swahili qui signifie « ensemble ». Lorsque la CAF avait officialisé cette candidature commune en avril 2023, l'enthousiasme était immense. Les trois pays promettaient une organisation inédite reposant sur une coopération régionale forte, avec des investissements massifs dans les infrastructures sportives, les transports et l'accueil des supporters. Le projet devait également servir de vitrine pour le développement économique et touristique de l'Afrique de l'Est, tout en démontrant la



capacité de la région à organiser un événement sportif de premier plan. Sur le papier, l'ambition était claire avec des stades flambant neufs, des villes modernisées et une compétition appelée à marquer l'histoire du football africain.

Dans cette dynamique, chacun des trois pays s'était engagé dans un vaste chantier de modernisation. Le Kenya devait notamment construire ou rénover plusieurs grandes enceintes à Nairobi et dans d'autres villes stratégiques afin de garantir une capacité d'accueil à la hauteur d'un tournoi continental. L'Ouganda misait de son côté sur la rénovation du stade national Nelson Mandela à Kampala et sur la construction de nouvelles infrastructures destinées à répondre aux exigences les plus élevées de la CAF. La Tanzanie, quant à elle,

avait lancé plusieurs projets spectaculaires avec de nouveaux stades à Arusha ou Dodoma, accompagnés d'investissements colossaux pour moderniser les installations sportives du pays. Cette mobilisation collective devait illustrer la solidarité régionale et transformer la CAN 2027 (du 19 juin au 18 juillet 2027) en véritable moteur de développement pour l'ensemble de l'Afrique de l'Est. Pendant de longs mois, les autorités des trois pays ont d'ailleurs affiché une confiance totale, multipliant les promesses et les déclarations ambitieuses pour convaincre la CAF et les partenaires que le projet avançait dans la bonne direction.

Le Rwanda et l'Afrique du Sud se tiennent prêts

Mais à un peu plus d'un an de la compétition, l'optimisme initial laisse progressivement place à

de profondes inquiétudes. Un rapport d'inspection réalisé par la CAF après une visite sur place a mis en lumière de nombreux retards dans la construction et la rénovation des infrastructures, remettant brutalement en question la capacité des pays hôtes à respecter les délais. L'Ouganda apparaît particulièrement en difficulté puisqu'aucun des stades inspectés ne répond actuellement aux exigences de catégorie 4 de la CAF, le niveau d'homologation le plus élevé pour accueillir des rencontres internationales. Plusieurs installations présentent encore des lacunes importantes, notamment dans les zones réservées aux joueurs, aux arbitres ou aux médias. Au Kenya, la situation n'est guère plus rassurante puisque certains chantiers majeurs accusent également un retard significatif. Le stade Talanta de Nairobi, pièce centrale du projet kényan, devait initialement être livré fin 2025 mais sa livraison a déjà été repoussée à l'été 2026, alimentant les doutes sur la capacité du pays à terminer les travaux à temps. Face à ces incertitudes, la CAF étudie désormais plusieurs scénarios alternatifs pour éviter une organisation chaotique.

En coulisses, l'hypothèse

d'une délocalisation complète commence sérieusement à circuler avec l'Afrique du Sud comme solution la plus crédible pour reprendre l'événement, selon les informations du Monde. Le pays dispose en effet d'infrastructures déjà prêtes grâce à l'héritage de la Coupe du Monde 2010 et pourrait organiser la compétition dans des délais beaucoup plus sûrs. Une telle décision provoquerait toutefois un véritable séisme politique et sportif en Afrique de l'Est. Selon plusieurs sources proches du dossier, relayées dans la presse, le Kenya et l'Ouganda continuent de faire pression pour conserver l'organisation en promettant d'accélérer les travaux et de tenir leurs engagements. La Tanzanie, qui apparaît aujourd'hui comme le pays le plus avancé dans ses préparatifs, verrait quant à elle d'un très mauvais œil une délocalisation provoquée par les retards de ses voisins. Une situation explosive qui place désormais la CAN 2027 sous une menace réelle et qui pourrait pousser la CAF à trancher rapidement pour éviter une nouvelle crise autour de son tournoi phare, à l'heure où le Rwanda patiente aussi dans les starting-blocks.

Liga : Une ancienne piste abandonnée du FC Barcelone se propose pour 0€

Le FC Barcelone pourrait profiter d'une opportunité en or sur le marché des transferts en relançant la piste Bernardo Silva, désormais libre après l'annonce de son départ de Manchester City.

La fin de saison du FC Barcelone s'écrit désormais loin des projecteurs européens. Éliminés de la Ligue des Champions après une double confrontation mouvementée face à l'Atlético de Madrid, les Blaugranas ont vu leur principal objectif s'envoler, laissant place à une réalité plus terre à terre, mais tout aussi cruciale. La Liga reste à portée de main et représente désormais le dernier grand défi d'un exercice marqué par des hauts et des bas. Actuellement en tête du championnat avec six points d'avance et un match en moins (à disputer ce mercredi soir contre le Celta de Vigo), les troupes de Hansi Flick ont la 29e Liga de l'histoire du club au bout des doigts. Sur le terrain, les joueurs tentent de

maintenir la pression jusqu'au bout, tandis qu'en coulisses, l'agitation est déjà palpable. Car à Barcelone, chaque fin de saison est aussi le point de départ d'une autre bataille, celle du mercato estival avec, en toile de fond, les éternelles enveloppes maigres à dépenser sur le marché.

Dans les étages du club catalan, la réflexion est déjà bien avancée. Les dirigeants analysent les manques observés au fil de la saison, évaluent les performances individuelles et cherchent des solutions pour franchir un cap. La contrainte financière reste omniprésente, obligeant le Barça à redoubler d'ingéniosité. Certains dossiers s'annoncent déjà bien chauds à gérer dont la situation de Marcus Rashford. C'est dans ce contexte que certaines pistes oubliées refont surface, comme des dossiers laissés en suspens faute de moyens ou de timing favorable. Le marché des joueurs en fin de contrat attire particulièrement l'attention,

offrant des opportunités rares de recruter des talents confirmés sans indemnité de transfert. Une stratégie qui pourrait permettre au club de rester compétitif tout en maîtrisant ses dépenses.

Un mariage enfin possible ?

Parmi ces pistes, un nom revient avec insistance et réveille des souvenirs récents chez les supporters catalans, celui de Bernardo Silva. Le milieu offensif portugais, pilier de Manchester City depuis 2017, s'appête à tourner une page majeure de sa carrière. Après neuf années couronnées de succès sous les ordres de Pep Guardiola, le joueur de 31 ans a officialisé son départ à l'issue de son contrat. Une annonce attendue depuis plusieurs mois mais qui change radicalement la donne pour ses prétendants. Longtemps inaccessible en raison de son prix élevé, Bernardo Silva devient désormais une opportunité de marché exceptionnelle. Et selon les informations d'El Chiringuito TV, l'international portugais, qui



participera à la Coupe du Monde 2026 cet été, se serait proposé et aurait déjà donné son feu vert pour rejoindre les Blaugranas dans quelques mois.

Le Barça, qui avait déjà tenté sa chance par le passé sans parvenir à conclure, pourrait bien revenir à la charge avec des arguments renforcés. D'autant que la situation semble aligner plusieurs facteurs favorables. Le joueur souhaiterait rester au plus haut niveau européen et serait sensible à l'idée de rejoindre la Catalogne, où des attaches familiales pourraient faciliter son intégration. Son profil,

mêlant créativité, intelligence de jeu et expérience du très haut niveau, correspond parfaitement à l'ADN barcelonais, comme le rappelle Mundo Deportivo. Reste toutefois une interrogation majeure pour le club, celle de la priorité sportive. En effet, toujours selon la presse catalane, le secteur offensif et créatif est déjà bien fourni, et les dirigeants devront trancher entre saisir cette opportunité rare ou concentrer leurs ressources sur d'autres postes jugés plus urgents. Une décision stratégique qui pourrait façonner le visage du Barça version 2027.



Meta va enregistrer les frappes clavier et mouvements de souris de ses employés pour entraîner son IA

Voici probablement un mémo interne que Meta aurait préféré garder dans ses tiroirs sous clé. C'était sans compter sur le flair de Reuters, qui a découvert l'existence d'un outil, « Model Capability Initiative », à l'ADN intelligence artificielle, qui fonctionne sur une liste définie d'applications et de sites professionnels, avec des captures d'écran ponctuelles pour contextualiser les données comportementales.

Andy Stone, porte-parole de Meta, a réagi auprès de l'agence de presse américaine au nom du groupe : « Si nous construisons des agents pour aider les gens à accomplir des tâches quotidiennes sur ordinateur, nos modèles ont besoin d'exemples réels de la façon dont nous les utilisons — les mouvements de souris, les clics sur les boutons, la navigation dans les menus déroulants ».

Et pour rassurer tout le monde,

il a précisé que les données collectées ne serviraient pas à évaluer les performances des salariés.

Des salariés qui documentent leur propre remplacement. Le mémo, diffusé dans un canal interne dédié à l'équipe Meta Superintelligence Labs, dit aux employés qu'ils peuvent contribuer à améliorer les modèles de l'entreprise simplement en faisant leur travail quotidien. Mais c'est ce même travail que Meta cherche à confier à des agents autonomes. L'entreprise prévoit de licencier environ 8 000 salariés le 20 mai, soit 10 % de ses effectifs mondiaux, avec d'autres coupes planifiées pour le second semestre 2026.

Ces suppressions de postes accompagnent une hausse des investissements en IA, entre 115 et 135 milliards de dollars de dépenses en capital pour 2026, soit environ deux fois ce que Meta avait engagé l'année



précédente.

Des ingénieurs de toute l'entreprise ont déjà été transférés vers une division d'IA appliquée dont le mandat est de construire des agents capables d'exécuter du code et des tâches complexes en autonomie.

Le dispositif ne vise que les employés américains de Meta. Et pour cause, le droit du travail européen dispose d'un cadre légal bien précis. En Italie, le

suivi électronique des employés à des fins de productivité est explicitement illégal. En Allemagne, les tribunaux ont établi que l'enregistrement des frappes clavier n'est admissible que dans des circonstances exceptionnelles, comme le soupçon d'une infraction pénale grave. Cette pratique constituerait une violation du RGPD.

En Bref...

Pour relancer son assistant vocal en perte de vitesse, Apple s'allie à l'un de ses plus grands rivaux. Siri, dont la nouvelle version est attendue pour 2026, utilisera un modèle d'intelligence artificielle développé par Google.

Cette fois c'est sûr, Siri va faire peau neuve l'année prochaine dans le cadre d'Apple Intelligence avec une évolution majeure : un assistant vocal enfin capable de comprendre le contexte, d'effectuer des recherches intelligentes et d'interagir avec les apps. Problème, Apple va s'appuyer sur Gemini, le modèle d'IA de Google, pour alimenter cette nouvelle version. Un partenariat aussi inattendu que risqué, qui traduit le retard pris par Apple dans la course à l'intelligence artificielle.

Siri 2.0 serait bien motorisé par Gemini de Google pour répondre à vos questions

La nouvelle génération de Siri marquera l'un des plus gros chantiers logiciels d'Apple depuis des années. Attendue pour le printemps 2026, elle s'accompagnera du lancement d'un écran connecté pour la maison, d'une nouvelle Apple TV et d'un HomePod mini revisité, tous conçus pour démontrer les capacités du nouvel assistant. Lors de la dernière présentation des résultats du groupe, le CEO de la marque, Tim Cook, a confirmé aux investisseurs que le projet était en bonne voie, avec une sortie prévue l'année prochaine, sans plus de détails sur la fenêtre de sortie.

Mark Gurman, journaliste chez Bloomberg et très au fait des développements de la marque à la pomme, révèle dans sa dernière newsletter que Siri s'appuierait sur une version personnalisée de Gemini, hébergée sur les serveurs privés d'Apple (Private Cloud Compute).

Si Apple s'appuie sur un modèle tiers, pas question pour elle de transiger sur la confidentialité de ses utilisateurs. Siri ne proposerait ni les services ni les outils de Google et les données ne seraient pas partagées avec le moteur de recherche.

Cette évolution devrait permettre à Siri de proposer une recherche web dopée à l'IA, capable de synthétiser des informations sans passer par un navigateur. Une avancée ambitieuse, mais qui soulève de nombreuses questions, notamment sur la dépendance d'Apple à l'égard de Google — un rival historique dans le domaine du mobile et de la publicité.

Windows 11 25H2 Un détail « optionnel » devient obligatoire à l'installation

Microsoft impose désormais l'unicité des identifiants de sécurité sur les versions Windows 11 25H2 et 24H2.

Cette nouvelle contrainte technique obligatoire chamboule l'authentification réseau et risque de compliquer la vie de nombreux administrateurs système.

Microsoft vient de glisser assez discrètement un changement majeur dans Windows 11. Avec les versions 25H2 et 24H2 du système d'exploitation, terminé les petits arrangements avec la sécurité, puisque le système refuse à présent d'authentifier les machines qui partagent le même identifiant de sécurité. Un virage strict qui pourrait bien provoquer quelques sueurs froides dans les services informatiques, surtout pour ceux qui ont l'habitude de cloner leurs installations à la chaîne.

Microsoft détecte et bloque les installations Windows 11 avec identifiants identiques

Chaque ordinateur Windows possède normalement un

identifiant unique appelé SID (Security Identifier), une sorte de carte d'identité numérique. Le problème ? Quand les entreprises clonent une installation Windows pour gagner du temps, elles copient aussi le SID. Du coup, plusieurs machines se baladent avec exactement la même identité sur le réseau. Et Microsoft vient de dire stop à cette pratique sur Windows 11 25H2, 24H2 et Server 2025.

Avec des identifiants dupliqués, un système pouvait potentiellement accéder à des fichiers sensibles en se faisant passer pour un autre. Le genre de brèche que les pirates adorent exploiter. Microsoft a donc modifié les protocoles d'authentification réseau NTLM et Kerberos pour qu'ils refusent désormais les SID dupliqués. Les deux versions concernées, 24H2 et 25H2, partagent la même base de code, ce qui explique pourquoi elles héritent toutes deux de cette restriction.

Ce changement confirme la tendance bienvenue qu'a Microsoft à moderniser la sécurité de Windows. L'entreprise

a notamment abandonné le protocole de chiffrement devenu trop vulnérable. Et le blocage des SID (identificateurs de sécurité) dupliqués suit la même logique, à savoir éliminer les failles de sécurité, même si cela oblige les entreprises à revoir leurs méthodes de travail.

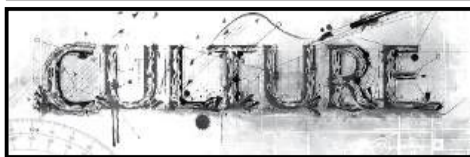
Quand Windows 11 bloque l'accès réseau sans prévenir les utilisateurs

Le problème, c'est que les utilisateurs découvrent ce blocage sans avertissement. D'abord, Windows redemande sans cesse les identifiants de connexion. Ensuite apparaissent des messages d'erreur peu explicites : « Login failed » (connexion échouée), « <your credentials didn't work » (vos informations d'identification n'ont pas fonctionné), ou encore « partial mismatch in the machine ID ». Difficile de faire le lien avec un problème de SID dupliqué quand on tape pourtant le bon mot de passe.

Les problèmes se multiplient ensuite au niveau réseau. Les dossiers partagés deviennent

inaccessibles, que ce soit par adresse IP ou par nom d'hôte. Les connexions Bureau à distance échouent systématiquement, même celles qui passent par des solutions PAM ou des outils tiers. Les systèmes de basculement automatique affichent également un message « access denied » (accès refusé). Les administrateurs peuvent toutefois repérer la cause dans l'observateur d'événements. L'erreur SEC_E_NO_CREDENTIALS ou l'événement 6167 signalent directement le problème de SID.

Microsoft conseille donc de ressortir l'utilitaire Sysprep, un outil Windows souvent oublié au fond de la boîte à outils. Il permet de nettoyer une installation Windows de toutes ses spécificités pour la rendre réutilisable proprement, en lui attribuant un nouvel identifiant unique à chaque déploiement. C'est certes une étape supplémentaire dans le processus d'installation, mais c'est le prix à payer pour éviter les blocages.



HCA Atelier de formation à Tamanrasset en écriture scénaristique télévisuelle en targui



Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) a annoncé mercredi dans un communiqué, l'organisation à Tamanrasset du 24 au 26 avril d'un atelier de formation spécialisé en écriture du scénario télévisuel en langue amazighe (variante targuie).

L'atelier, organisé en partenariat avec l'Entreprise publique de Télévision algérienne (EPTV), est intitulé «Principes généraux de l'écriture du scénario télévisuel en langue amazighe-variante targuie».

Il s'inscrit dans le cadre des «efforts visant à soutenir les jeunes talents et à leur transmettre les principes fondamentaux et les clés de la connaissance en matière d'écriture de scénarios télévisés, afin de renforcer la présence qualitative de la

langue amazighe, dans toutes ses variantes linguistiques, au sein de la programmation générale de la télévision publique algérienne, et en particulier sur la chaîne amazighe», précise la même source.

Cette formation, destinée aux jeunes intéressés issus du Grand Sud, vise également à «accompagner les participants dans le développement de leurs capacités créatives et à les encourager à proposer des projets d'oeuvres télévisuelles innovantes, contribuant ainsi à la mise en valeur du patrimoine culturel et civilisationnel de la région, et à mettre en valeur sa richesse linguistique et symbolique, à travers des productions de qualité et enrichissant le paysage audiovisuel national», est-il ajouté.

La formation sera encadrée par un panel de professionnels du cinéma et de l'écriture scénaristique à l'échelle nationale, offrant ainsi aux participants «l'opportunité de bénéficier d'expertises confirmées et d'expériences créatives de haut niveau dans le domaine audiovisuel».

«A travers cette initiative, les deux institutions réaffirment leur engagement en faveur de la promotion de la formation spécialisée, de l'accompagnement des jeunes compétences et de l'élargissement des usages de la langue amazighe dans les différents champs de l'expression médiatique et culturelle conformément aux enjeux nationaux visant à promouvoir la langue amazighe et à encourager la créativité», conclut le communiqué.

Mois du patrimoine Exposition à Alger sur la «Blousa de Mostaganem»



«Blousa El Zaïm» et «Blousa El Mensoudj» (variété d'étoffe), portées avec la «Frimla» (khabaya), brodée au fil «fetla», une veste qui se met au-dessus de la Blousa, accompagnée de la «Tegrifa» et de bijoux traditionnels.

La «Tegrifa» se compose de plusieurs éléments, dont la «chachia sultani», la «lawacha», la «ássaba» et le «zrîr» ou «Kheit Errouh» (fil de l'âme).

Elle est également ornée du «zaouch» (petit oiseau) et des «raâach» (rosaces en fil doré), ainsi que de deux fleurs rouge et jaune, alors que les bijoux, varient entre la «meskia», «krafach boulahiya», «chentouf louiz» et d'autres pièces.

Dans ce contexte, la chercheuse en patrimoine Aïcha Hanefi a indiqué que l'exposition «permet au public de découvrir près de 50 modèles de la Blousa de Mostaganem appartenant à des familles anciennes et à des associations engagées dans la préservation du patrimoine vestimentaire algérien à Mostaganem», ajoutant que «l'un des éléments les plus emblématiques de cette Blousa est la Tegrifa de Mostaganem portée sur la tête».

De son côté, le chercheur en patrimoine Nadir Chellali a affirmé que la «Blousa de

Mostaganem» représente «un symbole culturel et civilisationnel algérien authentique», soulignant que l'Algérie œuvre à protéger et à valoriser ce patrimoine en tant que composante de l'identité nationale.

Elle est confectionnée, a-t-il ajouté, à partir des «meilleurs tissus, brodée de fils d'or et d'argent, et qu'elle a été modernisée avec certaines adaptations, notamment l'usage du fil élastique à la taille et aux manches».

Toujours dans le même élan de célébration, le centre a également consacré une exposition de photographies et d'affiches présentant d'autres tenues traditionnelles algériennes, masculines et féminines, telles que le

karakou, le caftan, le burnous, la kachabia, la Blousa oranaise, la robe kabyle et les melhfes, avec une mise en avant de l'histoire et des techniques de la broderie algérienne authentique.

L'exposition sur la «Blousa de Mostaganem» est organisée par le Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (Baïstion 23), en collaboration avec plusieurs associations et acteurs œuvrant à la protection du patrimoine de la wilaya de Mostaganem.

L'exposition sur «La blousa de Mostaganem», organisée dans le cadre du «Mois du patrimoine» célébré chaque année du 18 avril au 18 mai, se poursuit à Alger, mettant en lumière la richesse et la diversité de cet habit ancestral, considéré parmi les costumes traditionnels féminins les plus représentatifs du patrimoine identitaire et culturel algérien.

Visible jusqu'au 18 mai prochain au Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (Baïstion

23), cette exposition présente d'anciens modèles de la «Blousa de Mostaganem» datant de la fin du XIXe siècle, ainsi que les éléments patrimoniaux qui lui sont associés, telle que la «Tegrifa», portée sur la tête et caractérisée par ses pièces dorées aux symboliques variées.

Les visiteurs peuvent apprécier également, une collection plus récente d'autres modèles de la Blousa de Mostaganem, confectionnées à partir de divers tissus nobles comme le

velours, la soie et autres étoffes, richement brodées de motifs et de couleurs harmonieuses, reflétant l'évolution de ce vêtement traditionnel ainsi que le savoir-faire artisanal, déployé pour sa réalisation, empreint de subtilité et de minutie.

La «Blousa de Mostaganem» fait partie intégrante du costume traditionnel authentique de l'Ouest algérien, avec la finesse de ses broderies, la richesse de ses couleurs et la diversité de ses modèles, à l'instar de

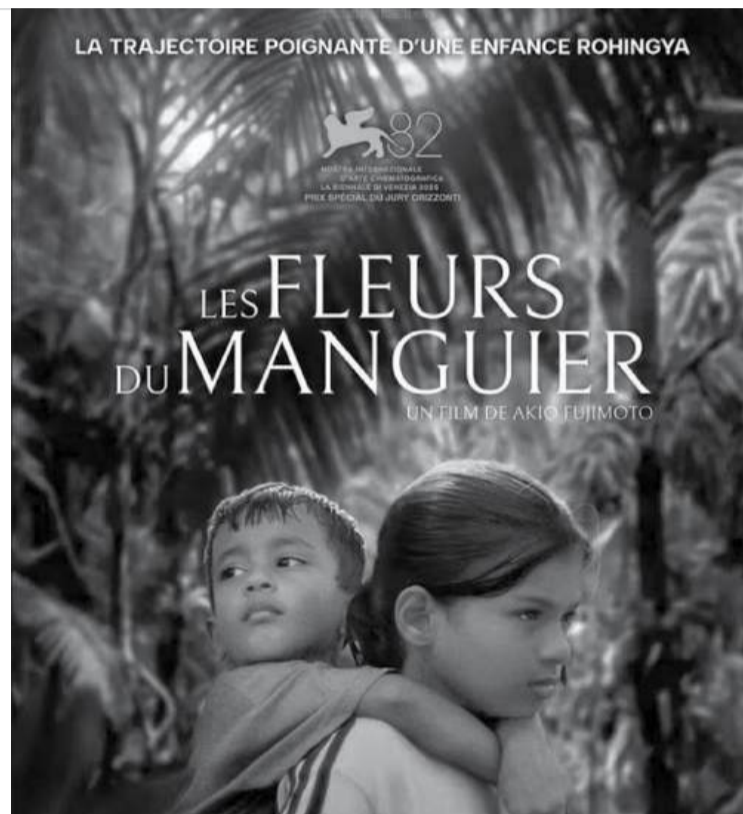


«Les Fleurs du manguier» Le périple insensé de deux enfants de la communauté rohingya, persécutée en Birmanie

Ce film bouleversant dit à travers l'histoire de ces deux enfants le destin de millions de migrants qui quittent tout et prennent des risques inouïs pour rejoindre des lieux sûrs où vivre en paix.

Comme de nombreux Rohingyas, membres d'une minorité birmane majoritairement musulmane, Shafi, 4 ans, et sa sœur Somira, 9 ans, orphelins, vivent dans un camp de réfugiés au Bangladesh. Avec leur tante, ils entament un périple vers la Malaisie, pour retrouver une partie de la famille. Parviendront-ils à atteindre leur destination malgré la dangerosité du voyage ? C'est ce que raconte ce film édifiant du réalisateur japonais Akio Fujimoto. Les Fleurs du manguier, Prix spécial du jury Orizzonti à la Mostra de Venise 2025, sort dans les salles le 22 avril 2026.

Minorité musulmane originaire de l'ouest du Myanmar (ex-



Birmanie), les Rohingyas ne sont plus reconnus comme citoyens par le pouvoir birman depuis

1982. Apatrides et privés de leurs droits fondamentaux, ils sont l'objet de

violences, de discriminations et de persécutions. À partir de 2017, pour échapper aux massacres qualifiés de «nettoyage ethnique» par les organisations internationales, des centaines de milliers de Rohingyas fuient le pays vers le Bangladesh, où ils vivent dans des camps de réfugiés. Depuis, nombre d'entre eux tentent de rejoindre la Malaisie ou l'Indonésie. Ils se lancent dans cette épopée jalonnée de dangers, avec l'aide de passeurs mal intentionnés, qui les dépouillent à chaque étape de leur périple.

«De mains en mains»

Le réalisateur japonais raconte cet exode, à la hauteur de deux enfants livrés à la violence de cette vie, ou plutôt de cette survie. Le film est séquencé par jour, comme un décompte dont les protagonistes ne connaissent pas l'issue, chaque épreuve traversée, l'une après l'autre, dans la peur et l'incertitude. S'entasser dans

un camion, courir, dans le noir, à travers les champs, passer sous les barbelés, les découper s'il le faut, puis embarquer à bord d'une embarcation, souffrir de la faim, de la soif, traverser les tempêtes, affronter les tirs des garde-côtes, tout perdre, continuer, avec l'aide de ceux qui ont survécu, et avec l'aide de Dieu, qu'ils prient avec ferveur, traverser la jungle, échapper à la violence des passeurs, pour se retrouver dans un pays qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne parlent pas la langue...

Dans une forme documentaire, caméra embarquée, éclairage naturel, le film nous fait partager l'enfer de ces exilés, à hauteur d'enfant. «C'est la force du chef opérateur, qui n'a pas posé sa caméra devant eux, comme s'il était spectateur, mais à côté d'eux, comme s'il était avec eux», confie le réalisateur dans une interview à franceinfo Culture.

«Michael», biopic sur Michael Jackson Une évocation attrayante de l'ascension de l'artiste, sans mention de ses problèmes judiciaires

Près de dix-sept années auront passé depuis la disparition brutale de Michael Jackson, le 25 juin 2009, avant que le monde du cinéma lui consacre un biopic. Un exercice hautement périlleux, tant l'image de l'artiste pop le plus influent des cinquante dernières années a pâti des accusations d'agressions sexuelles sur mineurs auxquels il fut confronté en 1993, en 2003, puis de manière posthume en 2019 avec l'onde de choc mondiale du documentaire Leaving Neverland - même si ce téléfilm a fait lui-même l'objet de controverses par la suite. Cette fois, on y est : le sobrement intitulé Michael arrive dans les salles obscures le 22 avril.

C'est le réalisateur américain Antoine Fuqua (Training Day, La Rage au ventre...) qui s'est attaqué à l'épineux dossier à partir d'un scénario de John Logan (Aviator, Gladiator, Skyfall...). Le film a été porté par le producteur britannique Graham King déjà à l'œuvre sur les biopics de Freddie Mercury (Bohemian Rhapsody), Howard Hughes (Aviator). Mohamed

Ali et la reine Victoria. Côté distribution, pour son premier rôle au cinéma, Jaafar Jackson, neveu de la star défunte et fils du chanteur Jermaine Jackson, a relevé le défi d'incarner le Roi de la pop à l'écran, adoubé par la propre mère de Michael Jackson, Katherine. À son annonce en janvier 2023, ce paramètre, qui sonnait comme une validation du projet par la famille (à l'exception notable de Paris Jackson, la fille du chanteur), pouvait laisser présager que les zones d'ombre de l'artiste défunt seraient édulcorées dans le récit.

Et pourtant, d'après le site américain Variety qui citait une source proche de la production, le biopic comportait à l'origine de nombreuses scènes relatives aux démêlés judiciaires du chanteur. Elles auraient été supprimées dans leur intégralité, et le film entièrement remonté, à la suite d'une bétise des équipes de production : l'omission d'une clause d'un ancien accord à l'amiable avec l'un des accusateurs de Jackson, Jordan Chandler, qui interdisait toute représentation ou mention de ce

dernier dans un film. Si une suite n'est pas à exclure, le montage final dissocie donc l'œuvre de l'homme. De la fresque originelle en clair-obscur, il reste l'entrée dans la lumière.

Le film s'ouvre sur une silhouette familière filmée de dos, dans les entrailles d'un stade où l'on perçoit les échos d'une liesse populaire. Veste sombre, ceinturons à la taille et aux manches, chaussettes blanches pailletées, mocassins, chevelure bouclée maintenue par une queue-de-cheval, pas de doute, Michael Jackson s'apprête à monter sur scène... Mais après cette brève accroche, rebobinage. Nous voici dans une modeste maison bâtie en retrait d'une artère de Gary, la petite ville de l'Indiana située au sud-est de Chicago, près du lac Michigan, où l'artiste vit le jour le 29 août 1958. Une jeune fratrie d'artistes afro-américains répète sans répit sous la direction autoritaire d'un père sans empathie et l'œil inquiet d'une mère sans voix au chapitre. Le benjamin de ce crispant tableau de famille, Michael, chante bien, très bien.

Mais il chante terrifié au point de détourner les yeux devant son géniteur assis en face de lui. Et bien évidemment, ce dernier ne tolère pas ce regard fuyant. Il ne tolérera pas davantage la moindre contestation du rythme de caserne qu'il impose à sa troupe...

De la genèse romanesque du mythe à l'apothéose du stade de Wembley, à Londres, en 1988... Michael, c'est le récit de l'éclosion d'un garçon surdoué, solitaire, rêveur, tétanisé par un père tyrannique et violent, et qui se mue progressivement en jeune homme convaincu de son talent, déterminé à prendre son destin en main et à s'imposer comme le plus grand showman de la planète. Comme le texte officiel de présentation l'indique, ce biopic est avant tout une «célébration». Célébration d'une résilience après une enfance et une adolescence étriquées et vécues sous emprise. Célébration de l'éclosion, puis de l'émancipation d'un talent hors du commun. Célébration d'une ascension irrésistible face à laquelle même le tout-puissant réseau américain de télévision

MTV, forteresse longtemps fermée aux artistes afro-américains, s'incline et abaisse définitivement ses ponts-levis.

Un casting brillant

Pour «célébrer» l'artiste Michael Jackson, il fallait d'abord pouvoir l'interpréter, sachant qu'une grande partie du film est consacrée à des reconstitutions de performances scéniques et de tournages de clips vidéo. Jaafar Jackson, neveu du Roi de la pop et fils de Jermaine Jackson (qui a connu de jolis succès en tant qu'interprète solo dans les années 80), a obtenu le rôle parmi près de 200 candidats à l'issue d'un long processus de casting. Chanteur et danseur depuis ses douze ans, Jaafar Jackson s'est préparé d'arrache-pied pendant deux ans avec d'anciens chorégraphes de son oncle pour s'approprier ses pas de danse et sa gestuelle légendaires. Il livre une performance remarquable. Dans le rôle de Michael Jackson enfant, le jeune Juliano Krue Valdi est également excellent.



Faut-il vraiment alléger ses repas au début du printemps ?

Nous sommes nombreux à vouloir alléger notre alimentation au printemps pour éliminer les kilos de l'hiver. Est-ce vraiment une bonne idée ? Comment bien s'y prendre ? Conseils et explications de la diététicienne Katia Tardieu. En hiver, nous avons tendance à consommer plus de plats riches en gras et en sucres afin de stocker davantage d'énergie pour lutter contre le froid. Il est donc naturel de penser qu'au printemps, avec l'augmentation des températures et une meilleure exposition à la lumière du jour, nous devrions manger plus léger. Mais est-ce vraiment une bonne pratique pour notre santé ? La diététicienne Katia Tardieu répond à nos questions.

Quels changements notre organisme subit-il réellement au printemps ?

Oui, le changement de saison avec l'arrivée du printemps a des effets sur « notre horloge interne, nos rythmes biologiques, nos sécrétions digestives hormonales, notre humeur ». Toutes ces choses sont impactées par la lumière du jour. « Il fait jour plus tôt, les journées s'allongent, nous sommes plus souvent dehors et donc plus en contact avec la lumière ». Mais nos besoins nutritionnels et énergétiques varient-ils pour autant ? Pour



Katia Tardieu, ce n'est pas le cas. Ces derniers dépendent non pas des saisons mais « de son niveau d'activité physique ». En revanche, le niveau d'activité physique lui, peut varier avec l'arrivée des beaux jours. Il est courant de vouloir « éliminer les kilos de l'hiver une fois le printemps venu » à travers une activité physique régulière. D'autre se tourneront plutôt vers l'allègement de leur assiette pour « satisfaire ce besoin de minceur ou de soulager une digestion difficile ». Manger plus léger, qu'est-ce que ça signifie d'un point de vue nutritionnel ? « Manger plus léger peut sous-entendre des repas moins énergétiques et/ou des repas plus faciles à digérer ». Et c'est justement au printemps que la nature nous offre les ingrédients intéressants pour ce faire. Dans la pratique, manger plus léger passe par la consommation de légumes, de fruits,

de repas plus frais, moins gras, à densité énergétique plus faible. Katia Tardieu Diététicienne-nutritionniste. Un repas à densité énergétique plus faible correspond à des aliments :

- riches en eau ;
- riches en fibres ;
- riches en vitamines ;
- riches en minéraux ;
- pauvres en lipides.

C'est particulièrement le cas des légumes primeurs du printemps comme les asperges, les petits pois, les poireaux, et bien d'autres.

Attention au piège du « plus léger » : qu'est-ce que la fringale de printemps ?

La diététicienne Katia Tardieu met en garde contre une diminution significatives des apports nutritionnels. « Certains sauteront des repas ou entreront en restriction, mais je ne le recommande pas, car cela peut conduire à une dérégulation totale

du comportement alimentaire ». L'erreur fréquente de trop se restreindre « peut aboutir à des frustrations, des fringales, des compulsions ». D'autres encore tombent dans le piège des « détox de printemps » qui sont très popularisées sur les réseaux sociaux. Selon la diététicienne, « la détox n'a pas de fondements scientifiques. Malheureusement, beaucoup en profitent pour vendre des cures de compléments alimentaires ou des jus parfaitement inutiles ». Elle rappelle que la détox passe avant tout par « l'élimination de certaines habitudes alimentaires comme la consommation d'alcool et d'éviter certaines plantes ou compléments alimentaires qui peuvent aussi être toxiques pour le foie et les reins ». Par ailleurs, notre organisme au printemps n'a pas besoin de « rien de plus ou de moins que toute l'année », affirme-t-elle.

Je recommande simplement la lumière du jour et de s'ouvrir aux fruits et légumes de saison. Katia Tardieu. Au printemps, on commence à voir apparaître dans les marchés des haricots verts, des petits pois, des asperges fraîches, mais aussi des fraises, des mûres, des myrtilles. Manger « plus léger » quand on a des troubles de la digestion. Pour les personnes qui souffrent de troubles de la digestion comme le syndrome de l'intestin irritable (SII), cette recommandation de s'ouvrir aux fruits et légumes de saison peut leur porter préjudice. « L'augmentation de la consommation de fruits et légumes, et la transition vers les fruits d'été, peuvent contribuer à augmenter la quantité totale de sucres fermentescibles (FODMAP) et de fibres, ce qui pourrait causer une majoration des troubles intestinaux ». Pour ces personnes souffrant de troubles de la digestion, la clé est alors « d'augmenter la consommation de fruits et légumes petit à petit et d'introduire un nouvel aliment de saison à la fois. Consommer des légumes cuits à l'eau est également un moyen de réduire leur teneur en sucres fermentescibles », conclut-elle.



Vous avez des frisottis ? Cette erreur que l'on fait toutes avec le sèche-cheveux

Vous luttez pour obtenir un brushing lisse et durable malgré l'utilisation de votre sèche-cheveux ? Selon un coiffeur suivi par des millions d'abonnés, une erreur très courante pourrait bien être à l'origine des frisottis et du manque de tenue. Voici comment la corriger pour dire enfin adieu aux mèches rebelles.

Obtenir un brushing digne d'un salon, réalisé à la maison avec une brosse soufflante ou un sèche-cheveux, semble simple en théorie. Pourtant, le résultat ne tient souvent pas la journée : les frisottis réapparaissent rapidement et la coiffure perd en netteté. Et si le problème venait simplement d'un mauvais geste ? C'est ce qu'explique le coiffeur et créateur de contenu Matt, connu sur les réseaux sous le nom mattloveshair et suivi par plus de 3,2 millions d'abonnés. Habitué à partager ses astuces coiffure, comme récemment avec une technique pour fixer un bandana sans qu'il ne glisse, il s'attaque cette fois à une erreur très courante. Dans une vidéo publiée le 19 avril 2026, il dévoile le geste qui peut ruiner un brushing... et la méthode à adopter pour un résultat lisse, structuré et longue tenue.



L'erreur de brushing qui provoque les frisottis

Selon le coiffeur, tout se joue dans la manière d'enrouler la mèche autour de la brosse. Beaucoup de personnes se contentent de sécher directement les cheveux sans créer suffisamment de tension, ce qui compromet le résultat final. «Si tu as du mal à obtenir un brushing sans frisottis, tu dois peut-être enrouler ta mèche avec plus d'intention pour créer la tension nécessaire», explique-t-il. Et il insiste : contrairement à ce que l'on observe chez les coiffeurs professionnels, ce geste ne s'improvise pas. «Ne commence pas simplement à sécher ta mèche en la posant sur la brosse. Si tu n'as pas assez de tension, le résultat ne tiendra pas. L'astuce, c'est d'enrouler

fermement la racine autour de la brosse avec tes mains avant de sécher.» Pour lui, la clé d'un brushing réussi tient en un mot : la tension.

Pour maximiser la tenue du brushing, il ne suffit donc pas de manier le sèche-cheveux : il faut préparer la mèche correctement dès le départ. En la gainant bien autour de la brosse et en maintenant une tension constante, la fibre capillaire est mieux lissée, ce qui limite l'apparition des frisottis. Vous obtenez ainsi un brushing plus structuré, plus brillant et surtout plus durable au fil de la journée.

La routine idéale pour dire adieu aux frisottis

Pour dompter durablement les frisottis et retrouver des cheveux souples, doux et brillants, tout



commence dès la douche avec des soins adaptés. Dans un précédent article, la dermatologue Lindsey Zubritsky partageait ses recommandations pour lisser et sublimer la fibre capillaire.

La première étape consiste à miser sur un shampoing et un après-shampoing hydratants afin de nourrir les cheveux en profondeur.

À la sortie de la douche, appliquez un soin sans rinçage sur cheveux encore humides pour protéger la fibre et limiter l'apparition des frisottis dès le séchage.

Une fois par semaine, accordez-vous un masque capillaire sur les longueurs et les pointes. Laissez poser une trentaine de minutes, idéalement sous une serviette

ou une charlotte, afin de booster l'hydratation et renforcer la douceur des cheveux.

Autre réflexe important, éviter le séchage à l'air libre. Contrairement aux idées reçues, le sèche-cheveux permet de refermer les cuticules, de préserver l'hydratation et d'obtenir un fini plus lisse et plus brillant.

En finition, misez sur une huile capillaire légère pour discipliner les mèches rebelles et apporter de la brillance.

Enfin, ne négligez pas un détail qui fait toute la différence. Dormir sur une taie d'oreiller en satin ou en soie permet de limiter les frottements responsables des frisottis au réveil.

Stop, arrêtez de cuire vos pâtes comme ça



Cuisiner des pâtes semble être un jeu d'enfant, mais entre mythes et mauvaises habitudes, les faux pas sont nombreux. Dans une vidéo, la cheffe Justine Piluso a décrypté les trois erreurs les plus fréquentes qui empêchent vos pâtes d'être cuites à la perfection. aciles et rapides à préparer, les

pâtes restent le plat idéal pour se régaler rapidement quand on a faim. Que ce soit à la carbonara, en salade pour la saison estivale ou encore à l'ail et huile d'olive pour un repas express, elles sont connues de tous et beaucoup semblent maîtriser leur préparation. Et pourtant...

Sur Instagram, la cheffe d'origine



italienne Justine Piluso a repéré 3 erreurs fréquentes, partagées dans une vidéo.

Cuisson des pâtes : voici trois erreurs fréquentes

Afin de maîtriser à la perfection la cuisson de la pasta, la cheffe italienne revient sur ces erreurs «que je vois beaucoup trop souvent», déclare-t-elle en légende de sa vidéo. À vos notes !

Ne pas mettre assez de sel.

«L'eau des pâtes doit être salée comme la mer», précise la cheffe révélée dans Top Chef. La règle d'or ? 10 grammes de sel pour un litre d'eau.

Trop cuire ses pâtes. Là-dessus, Justine Piluso est catégorique : «S'il y a écrit 10 minutes sur ton paquet, tu mets 8 minutes et tu termines la cuisson directement dans la sauce.»

Les égoutter dans une passoire.

«Si tu jettes l'eau de cuisson dans ton évier, c'est comme si tu jetais le bébé avec l'eau du bain !», alerte la cuisinière. Au lieu de tout vider dans l'évier, récupérez vos pâtes avec une pince ou un écumoire pour les jeter dans la sauce, «et ensuite, tu rajoutes ta louche d'eau de cuisson» dans la préparation.

À quel moment faut-il saler l'eau des pâtes ?

Si vous vous interrogez sur le moment propice pour saler votre eau, Justine Piluso a la solution. Il faut saler l'eau quand elle commence à frémir.

«Pas avant, ni après», souligne la cheffe. Elle précise d'ailleurs un point primordial : «Si tu sales à froid, tu ralentis l'ébullition ; si tu sales à chaud, tu l'accélères !» En effet, si le sel est ajouté trop tard dans l'eau de cuisson, les pâtes ne pourront pas l'absorber correctement tandis qu'au moment des frémissements, les grains se dissolvent et l'assaisonnement sera alors uniforme.

Katy Perry jette sa carte bancaire dans la Fontaine de Trévi



En pleine visite des monuments romains, la chanteuse Katy Perry a profité de son passage devant la Fontaine de Trévi pour y faire un vœu...

On y jette habituellement quelques deniers pour s'attirer la chance. Une

coutume réservée aux touristes rêveurs en mal d'amour et de bonheur qui ont choisi la somptueuse Fontaine de Trévi pour exhaucer la fin de leurs ennuis. Agenouillé sur le rebord, il suffit de fermer les yeux et de laisser échapper une piécette avant

de faire un vœu. De passage à Rome, la chanteuse Katy Perry s'est essayée à l'exercice. Mais, fidèle à son excentricité légendaire, l'Américaine de 41 ans n'a pas jeté un penny mais plutôt, sa carte bancaire.

Sur son compte Instagram, la nouvelle compagne de Justin Trudeau a partagé la vidéo de cette expérience pour amuser ses fans. Incognito sous sa capuche, au milieu des couples prenant la pose devant le monument, la chanteuse a déposé sa carte dans la fontaine en prenant garde à ce qu'elle ne soit pas immédiatement emportée par les remous. Sur les autres photos de cette excursion dans la capitale italienne, Katy Perry a pris la pose devant la basilique Saint-Pierre du Vatican puis devant la basilique de la Minerve, à deux pas du Panthéon.

Natalie Portman est enceinte de son troisième enfant

Natalie Portman a repris le dessus après son divorce douloureux. Comme vous l'avait révélé votre magazine Voici en mars 2024, la star de la saga Star Wars s'est séparée de Benjamin Millepied, père de ses deux enfants Aleph et Amalia. Après treize ans d'amour passionné, l'actrice et le danseur, rencontrés sur le tournage du film Black Swan, ont décidé de prendre des chemins séparés. De quoi convaincre Natalie Portman de retourner vivre aux Etats-Unis ? La plus parisienne des Américaines y a bien songé, mais c'était avant qu'un autre Frenchy ne fasse chavirer son cœur...

Dans un article paru en mars 2025, nous vous révélions en effet qu'elle vit aujourd'hui une belle histoire d'amour avec le producteur Tanguy Destable, de son nom de scène Tepr, connu

notamment pour ses collaborations avec Yelle, Calvin Harris, Martin Solveig ou encore David Guetta. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'entre eux, les choses sont très sérieuses !

Comme est en mesure de vous le révéler en exclusivité votre magazine Voici, en kiosque ce vendredi 17 avril, Natalie Portman attend un enfant avec Tanguy Destable ! "Elle est quasiment à cinq mois de grossesse", nous confirme son entourage, alors que son ventre arrondi est déjà visible sur des clichés exclusifs à découvrir dans nos pages. Neuf ans après la naissance de sa petite dernière, Amalia, l'actrice s'appête donc à goûter aux joies de la maternité pour la troisième fois, à 44 ans.

Britney Spears s'est volontairement inscrite en cure de désintoxication

L'ex-star de la pop avait été arrêtée début mars et placée en détention en Californie, avant d'être rapidement relâchée.

La chanteuse américaine Britney Spears a entamé une cure de désintoxication, ont rapporté dimanche 12 avril des médias américains. Ces derniers ont également expliqué que la chanteuse de 44 ans avait entamé de son plein gré une cure de désintoxication dans un centre de traitement, sans précision sur sa date exacte d'admission ni sur l'objet de sa prise en charge. Cette décision intervient un mois après son arrestation pour

conduite sous emprise. L'ex-star de la pop avait été arrêtée début mars et placée en détention en Californie, avant d'être rapidement relâchée, selon les archives publiques du shérif du comté de Ventura, près de Los Angeles, qui n'ont pas précisé si elle conduisait sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants.

«Il s'agit d'un incident malheureux et totalement inexcusable. Britney va prendre les mesures qui s'imposent et se conformer à la loi», avait réagi l'un de ses représentants dans un communiqué transmis au site Deadline. Britney Spears doit comparaître au tribunal le 4 mai pour cette

affaire, selon The Los Angeles Times.

L'interprète de Baby One More Time et Oops!... I Did It Again, qui a régné sur la planète musique dans les années 2000, a eu une vie mouvementée, sur laquelle elle est revenue dans son autobiographie, La Femme en moi, publiée en octobre 2023. «J'aimais boire, mais je n'ai jamais perdu le contrôle», y écrit-elle, en reconnaissant aussi avoir pris de l'Adderall, un médicament prescrit pour le traitement de troubles de l'attention et qui appartient à la famille des amphétamines.



Pour la première fois, Rihanna surprend en prenant la pose avec sa fille Rocki Irish en couverture d'un magazine

Icone de la musique, Rihanna a troqué son micro et la scène pour fonder une famille. En couple avec le rappeur A\$AP Rocky et mère de trois enfants dont 2 garçons - RZA Athelston Mayers et Riot Rose Mayers - l'interprète de Diamonds cherche à préserver coûte que coûte l'intimité de sa progéniture, à l'exception de la réalisation de quelques shootings photo pour les grands noms de la mode dont British Vogue.

Après trois grossesses largement médiatisées, Rihanna s'est retirée pour prendre du temps avec les siens. À son image, celle qui a été la cible d'une tentative de meurtre il y a quelques semaines fait un



retour en grande pompe avec sa fille née le 13 septembre 2025. Toutes apparaissent en couverture de l'audacieux et coloré magazine américain W. L'occasion pour les fans et le monde entier de découvrir pour la première fois le sublime visage de sa fille Rocki, jusque-là caché de ses proches. Si Rihanna et A\$AP Rocky avaient annoncé la naissance de leur fille, avec une photo adorable de la chanteuse tenant son bébé dans les bras, les deux parents n'avaient encore jamais montré son visage. Quoi de plus américain que de le découvrir dans un magazine de mode ? Photographiée par Tim Walker, Rihanna

s'affiche en Une du magazine W dans un shooting baptisé «The Pop Issue». Élegante à souhait et dans une allure extravagante qu'on lui connaît, la businesswoman et mère de 3 enfants pose avec sa fille, née en septembre dernier.

Stylisée par Jahleel Weaver et maquillée avec les produits de sa propre marque Fenty Beauty, la chanteuse aux mille et uns succès porte une tenue sophistiquée : un long manteau noir au col à plumes et un couvre-chef original dans des nuances lilas. Quant à sa fille, cette dernière est blottie contre sa mère, regard face à l'objectif et main portée à la bouche.

ANNABA CÉLÈBRE SON HÉRITAGE "Nouba Bouna", une immersion vibrante dans la mémoire culturelle



Sara Boueche
Dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine en Algérie, le ministère de la Culture et des Arts, à travers la Direction de la culture et des arts de la wilaya d'Annaba, a orchestré une manifestation culturelle et artistique d'envergure à la Maison de la culture Mohamed Boudiaf d'Annaba. Placé sous la supervision du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, cet événement a suscité une affluence

remarquable, témoignant de l'attachement profond des citoyens à leur héritage culturel. Au cœur de cette programmation, le spectacle artistique et musical intitulé « Nouba Bouna » s'est imposé comme un moment fort. Véritable fresque vivante du patrimoine immatériel de la ville d'Annaba, cette représentation a permis de mettre en lumière la richesse des expressions artistiques locales tout en sensibilisant à la nécessité de préserver cet héritage,

à la fois spécifique à la région et constitutif de l'identité nationale. Porté par la participation de plus de 35 artistes, tous issus de la ville, le spectacle a offert une mosaïque de tableaux artistiques reflétant la diversité des genres traditionnels. Parmi eux figuraient notamment les fqrates, le diwan el-ammariya, le malouf ainsi que la chanson populaire, autant de formes d'expression qui traduisent la profondeur et la vitalité du patrimoine musical annabi. En

parallèle, une exposition dédiée aux objets et pratiques traditionnels a enrichi cette immersion culturelle. La réussite de cette manifestation repose également sur la mobilisation concertée de nombreuses institutions et organismes, parmi lesquels la commune d'Annaba, l'Université Badji Mokhtar, les services de sécurité, la Protection civile, ainsi que plusieurs directions sectorielles, notamment celles

du tourisme, de l'artisanat, de l'environnement, des forêts, de l'agriculture, de l'éducation et de la formation professionnelle. Les associations culturelles locales ont également joué un rôle déterminant dans la concrétisation de cet événement. À travers une telle dynamique culturelle, Annaba réaffirme son attachement à un patrimoine riche et pluriel, envisagé comme une mémoire vivante à transmettre et à valoriser au fil des générations.

FOUAD BOUSETOUANE À L'AVANT-GARDE La mémoire bionique, une révolution dans l'ingénierie de l'intelligence artificielle

Sara Boueche
A l'heure où les avancées en intelligence artificielle atteignent des niveaux de performance sans précédent, un défi majeur persiste la gestion efficace de la mémoire au sein des systèmes intelligents. En effet, si la puissance des modèles ne cesse de croître, leur capacité à maintenir une cohérence sur la durée reste limitée, notamment dans les interactions prolongées. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'innovation portée par le docteur Fouad Bousetouane, à travers le développement du modèle ACC (Agent Cognitive Compressor). Ce dispositif introduit une approche novatrice fondée sur le concept de « mémoire bionique », directement inspirée du fonctionnement du cerveau humain. Plutôt que

de conserver l'intégralité des informations, ce modèle privilégie une sélection et une compression des données essentielles, permettant ainsi de générer un état cognitif synthétique et pertinent. L'intérêt de cette approche réside dans sa capacité à améliorer significativement la qualité des interactions homme-machine. En réduisant les phénomènes de dérive et d'« hallucination » propres aux systèmes d'intelligence artificielle, ACC favorise une stabilité accrue et une meilleure continuité dans les échanges. Par ailleurs, cette architecture contribue à affiner les processus décisionnels, en s'appuyant sur une représentation condensée mais structurée de l'information. L'émergence de ce paradigme ne

passé pas inaperçue dans les milieux scientifiques et technologiques. Des plateformes de référence, à l'instar de O'Reilly Media, ainsi que plusieurs laboratoires de recherche de premier plan, manifestent un intérêt croissant pour cette innovation. Ce dynamisme témoigne de l'ouverture d'un nouveau champ disciplinaire : celui de l'ingénierie de la mémoire appliquée aux agents intelligents. Ainsi, bien plus qu'une simple amélioration technique, la mémoire bionique pourrait bien constituer une rupture conceptuelle majeure, redéfinissant les fondements mêmes de l'intelligence artificielle et ouvrant la voie à des systèmes plus autonomes, plus fiables et plus proches des mécanismes cognitifs humains.



CHAMPIONNAT NATIONAL MINIMES :

Les futurs cracks du Taekwondo s'invitent sur vos écrans !

Bicha Bariza Nesrine réparez-vous à l'entrée en scène de la «Next Gen» ! Les 24 et 25 avril 2026, la salle OMS des Eucalyptus à Alger se transformera en arène pour le Championnat national minimales. Entre haute technologie et détection de pépites, la Fédération Algérienne de Taekwondo sort le grand jeu. C'est le rendez-vous que tous les jeunes combattants du pays ont coché sur leur calendrier. Durant deux jours,

les meilleurs minimales d'Algérie (garçons et filles) vont s'affronter avec un seul objectif : Décrocher le titre national et taper dans l'œil des recruteurs de l'élite. Du spectacle en ultra-haute précision Fini l'arbitrage à l'ancienne ! Pour garantir une équité totale, la FAT déploie l'artillerie lourde : plastrons et casques électroniques de dernière génération. Chaque touche sera captée avec une précision chirurgicale, offrant aux spectateurs un spectacle

digne des plus grands tournois internationaux. Le message est clair : la transparence et le professionnalisme avant tout. Un championnat en direct sur vos écrans ! Vous ne pouvez pas vous déplacer aux Eucalyptus ? Aucun problème. La Fédération casse les codes et propose une immersion totale avec une retransmission intégrale en direct sur Facebook. Un coup de projecteur inédit pour permettre aux familles et aux fans de vibrer, liker et partager les

exploits de leurs champions en temps réel. Objectif : Demain Sous l'œil attentif des experts techniques, ce championnat est bien plus qu'une simple compétition : c'est un véritable laboratoire de champions. L'enjeu est de taille : débusquer les futurs athlètes qui porteront les couleurs de l'Algérie sur les podiums mondiaux et olympiques dans quelques années. Rigueur, sécurité et talent pur... Le Taekwondo algérien prépare son avenir, et ça commence ici !

